

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 27 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°173 ■

AFIN D'ÉVITER DES PANNES DE COURANT

Sonelgaz renforcera son réseau électrique

De nouveaux investissements seront lancés, incessamment, par le groupe Sonelgaz afin de renforcer son réseau électrique et d'éviter des pannes de courant, a annoncé, ce mercredi à Alger, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Durant cette période de canicule, plusieurs coupures d'électricité ont été signalées à travers le pays, notamment dans le Nord du pays.

P 3



Chronique Eco

L'emploi, un facteur d'inclusion sociale

P 16

FEUX DE FORÊTS

Situation maîtrisée et entame de l'opération d'indemnisation des sinistrés

La situation est désormais maîtrisée dans les wilayas touchées par les incendies, ce qui a permis aux autorités locales d'établir un constat exhaustif des dégâts et de procéder directement au recensement des sinistrés en vue d'entamer le processus d'indemnisation dans les plus brefs délais.

P 2

RAPPORT

Ce que la Zlecaf peut offrir à l'Algérie

L'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ne pourrait qu'être bénéfique. En premier lieu, cette zone peut offrir à l'Algérie l'opportunité de diversifier ses exportations, indique « Trade Law Centre », qui est une organisation d'utilité publique basée en Afrique du Sud.

P 5

ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE

Le Brent se maintient à près de 83 dollars

Pas moins de 10.195 hectares de terres agricoles attribuées à des concessionnaires et restées inexploitées ont été récupérés par les pouvoirs publics dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

P 4

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [f geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) | أنا، مع جي-ون

LE MINISTRE DE LA SANTÉ
L'A ANNONCÉ

« 325 personnes ont
été blessées dans
les incendies de
forêt »

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a révélé que 325 personnes ont été blessées dans les incendies de forêts qui ont touché différentes wilayas du pays.

Le ministre a également indiqué, dans une déclaration à la presse, que les blessures graves, ont été prises en charge au niveau de l'hôpital des grands brûlés d'Alger. Saihi a rendu, rappelle-t-on, visite aux blessés des feux de forêts à travers les différentes wilayas du pays. Le nombre de morts dans les incendies déclarés dans 11 wilayas est passé à 34 victimes. Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, 10 membres de l'Armée nationale populaire ont été tués dans des incendies, tandis que 24 civils ont été tués.

Le ministère de l'Intérieur a déclaré dans son communiqué que l'avion Beriev-200 de l'armée était impliqué dans l'extinction de l'incendie. En outre, l'implication d'avions affrétés dans les opérations et les efforts de suppression. 8 000 agents de la protection civile ont également été déployés pour éteindre les incendies. En plus de 10 convois mobiles en provenance de wilayas non concernées par le feu. Le communiqué ajoute que deux divisions d'appui aérien étaient mobilisées pour éteindre les feux. Le ministère de l'Intérieur a confirmé que les opérations se poursuivent pour éteindre les incendies, malgré les conditions météorologiques difficiles dues aux vents violents. Les habitants des zones touchées sont également évacués vers des lieux sûrs.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

**Le ministre
de l'Intérieur
s'entretient avec son
homologue tunisien**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a évoqué, lors d'un appel téléphonique avec son homologue tunisien, Kamel Feki, les moyens de renforcement de la coopération entre les deux pays frères dans le domaine de la lutte contre les incendies, indique ce mercredi un communiqué du ministère.

M. Merad a eu un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Kamel Feki, qui lui a présenté ses condoléances pour les victimes des incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays, précise le communiqué. M. Merad « s'est enquis auprès de son homologue tunisien de l'évolution de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans certaines régions de Tunisie », ajoute la même source.

A cette occasion, les deux parties ont évoqué « les moyens de renforcement de la coopération entre les deux pays frères dans le domaine de la lutte contre les incendies, notamment à travers la conjugaison des efforts en matière d'intervention et de sauvetage, en particulier dans les régions frontalières communes », conclut le communiqué.

FEUX DE FORÊTS

Situation maîtrisée et entame de l'opération d'indemnisation des sinistrés

La situation est désormais maîtrisée dans les wilayas touchées par les incendies, ce qui a permis aux autorités locales d'établir un constat exhaustif des dégâts et de procéder directement au recensement des sinistrés en vue d'entamer le processus d'indemnisation dans les plus brefs délais.

Synthèse S.T.

Le dernier bilan de la Protection civile fait état de l'extinction de tous les incendies à l'exception d'un foyer de feu à Ouled Attia dans la wilaya de Skikda, où l'opération d'extinction est en cours et ce, grâce aux efforts inlassables et les moyens déployés par les éléments de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire (ANP) et des différents autres corps. Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, qui a rendu visite aux victimes des feux de forêt, évacués à l'hôpital des grands brûlés "Said-Chibane" de Zeralda (Alger), a fait savoir que l'ensemble des blessés souffrant de brûlures et dont le nombre dépasse les 325, ont été rapidement pris en charge, alors que les cas graves, au nom-

bre de 7, ont été transférés vers l'hôpital central de l'Armée à Ain Al-Naâdjia et l'hôpital de Zeralda. Il a précisé en outre que ces incendies ont fait 134 blessés à Béjaïa, 122 à Boumerdes et 78 à Skikda, ajoutant que la plupart d'entre eux ont été pris en charge et ont tous quitté les hôpitaux. Le ministre a indiqué que tous les établissements hospitaliers des wilayas touchées par les incendies et des wilayas limitrophes ont été mis en alerte, en plus de la mise en place d'une cellule de crise au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), qui fonctionne 24h/24h pour éviter toute pénurie de médicaments. En parallèle, les procédures d'indemnisation ont été entamées afin de permettre aux populations de reprendre une vie normale, malgré les dégâts humains et matériels causés par ces incendies

qui ont fait 34 morts. Pour rappel, c'est sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que les autorités locales ont entamé le constat des dégâts et le recensement des sinistrés en vue de procéder à leur indemnisation, ce qui a été réitéré par le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, lors de ses visites aux zones sinistrées où il a réaffirmé l'engagement de l'Etat à indemniser les sinistrés, en rassurant que les commissions locales chargées du recensement ont déjà entamé leur travail. Le ministre, qui s'est délégué à Bouira, Bejaïa et Jijel, a souligné que la maîtrise de la situation a été rendue possible grâce à l'efficacité des interventions aériennes à travers les avions anti-incendie, et après l'amélioration notable des

conditions météorologiques avec la baisse de la vitesse du vent et des températures.

M. Merad a insisté, par la même occasion, sur la nécessité de maintenir le niveau d'alerte jusqu'à ce que tous les incendies soient éteints, rendant hommage aux agents et de la Protection civile et à tous les services de sécurité, notamment aux membres de l'ANP pour leur mobilisation dans la lutte contre ces feux. Le ministre a également salué l'élan de solidarité des citoyens en faveur des populations victimes des incendies.

Pendant trois jours, près de 8000 agents de la protection civile, soutenus par d'importants moyens matériels, mobilisés par les pouvoirs publics, ont lutté pour venir à bout d'une centaine de foyers d'incendies à travers 16 wilayas.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME ET DES VOYAGES

La 22^e édition du SITEV prévue du 28 septembre au 1^{er} octobre à Alger

La 22^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), sera organisée du 28 septembre au 1^{er} octobre prochains au Palais des expositions, Pains Maritimes (Alger), avec la participation de différents acteurs du secteur, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

"Placé sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le Commissariat du Salon International du Tourisme et des Voyages organise la 22^e édition du SITEV du 28 septembre au 1^{er} octobre 2023, au Palais des Expositions (pavillon central) Pains Maritimes (Alger)", a précisé la même source.

L'édition de cette année verra "la participation de différents acteurs et partenaires dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, notamment les établissements sous tutelle, des agences de tourisme et de voyage, des opérateurs touristiques, des établissements hôteliers publics et privés, des artisans, des établissements financiers (banques et assurances ainsi que des entreprises de transport, des associations et des offices de tourisme, des créateurs de contenu touristique et des promoteurs de start-up activant dans ce domaine, outre des participants de plusieurs pays étrangers", a ajouté la même source.

Le SITEV qui constitue l'une "des manifestations touristiques phares organisées en Algérie, offre l'opportunité de promouvoir la destination Algérie, d'autant qu'il coïncidera avec l'ouverture de la saison touristique saharienne", ajoute la même source.

L'événement est également une occasion "pour les opérateurs algériens et étrangers notamment les agences touristiques, les investisseurs, et les gestionnaires d'établissements hôteliers et touristiques d'exposer leur produits, et d'établir des partenariats avec différents professionnels et acteurs du secteur touristique".

De nombreuses conférences et journées d'études sont prévues en marge du Salon, et seront animées par des experts locaux et internationaux dans le domaine du tourisme. Des espaces seront également consacrés à l'artisanat avec un pavillon entièrement dédié aux produits artisanaux, ainsi que l'organisation d'ateliers animés par des artisans spécialisés dans différents métiers de l'artisanat.

R.E.

NOUVEAUX BACHELIERS

Ouverture des inscriptions aux concours d'accès aux instituts de formation artistique dans diverses spécialités

Les Instituts de formation artistique, sous la tutelle du ministère de la Culture et des Arts et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ont annoncé l'ouverture des inscriptions aux concours d'accès à ces établissements au profit des nouveaux bacheliers.

A cette occasion, le directeur de l'Institut national supérieur de musique d'Alger, Abdelkader Bouazzara, a fait état de l'ouverture, depuis le 19 juillet et jusqu'au 19 septembre prochain, des inscriptions au profit des étudiants désirant passer le concours et bénéficier d'une formation de qualité dans le domaine de la musique", ajoutant que l'organisation du concours d'accès au titre de l'année universitaire 2023-2024, est prévue le 26 septembre prochain au

siège de l'institut.

Concernant les conditions d'accès, M. Bouazzara a indiqué que le candidat doit être titulaire d'un baccalauréat (toutes les filières) de l'année 2023 ou 2022, et son âge ne doit pas dépasser 24 ans le jour du concours (oral et écrit). Le dossier administratif doit être libellé à l'adresse de l'institut, a-t-il dit. Par ailleurs, le directeur de l'Institut supérieur des métiers des arts, du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS), Mohamed Boukeras, a précisé que "les inscriptions sont ouvertes, du 19 juillet en cours au 19 septembre prochain, aux étudiants titulaires d'un baccalauréat et désireux de poursuivre une formation académique artistique dans l'une des deux spécialités: arts dramatiques et scénographie",

soulignant que "le concours aura lieu le 25 septembre prochain".

Les inscriptions se feront en présentiel, de dimanche à jeudi au siège de l'institut à Bordj El Kifan (Alger), et en ligne sur l'adresse électronique suivante: ismas-dz@hotmail.com.

S'agissant des conditions d'accès au concours, le candidat doit être titulaire du baccalauréat (bac session 2022 ou 2023), passer un examen écrit de culture générale et un entretien, et son âge ne doit pas dépasser 30 ans le jour du concours. Les candidats au concours de scénographie doivent être munis de leurs œuvres artistiques (dessins, maquettes, photos ou vidéos).

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur

email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

AFIN D'ÉVITER DES PANNES DE COURANT

Sonelgaz renforcera son réseau électrique

De nouveaux investissements seront lancés, incessamment, par le groupe Sonelgaz afin de renforcer son réseau électrique et d'éviter des pannes de courant, a annoncé, ce mercredi à Alger, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab.

Par Zahir R

Durant cette période de canicule, plusieurs coupures d'électricité ont été signalées à travers le pays, notamment dans le nord du pays. Une situation qui s'expliquait par des problèmes techniques, en liant avec le réseau non adapté à des températures supérieures à 45°, et non à la disponibilité de la production.

Il est à souligner que l'Algérie produit actuellement quelques 25.000 MW, au moment où le pic de consommation le plus élevé a atteint 18.697 MW. D'ailleurs, entre 500 à 600 MW d'électricité sont exportées quotidiennement. Donc, le problème se pose au niveau du réseau du transport et d'autres équipements non adaptés aux changements climatiques.

«Le groupe Sonelgaz procédera, bientôt, à la mise à jour technique de certaines de ses installations électriques pour pallier les insuffisances constatées ces derniers jours, renforcer son réseau et éviter que les pannes de courant ne se reproduisent», a souligné le ministre Mohamed Arkab au siège de Sonelgaz, à l'occasion de l'inauguration d'une salle de documentation entièrement numérique.

Il a indiqué qu'un travail d'évaluation a été entamé au lendemain des coupures d'électricité causées, selon lui, «par la canicule qui a frappé le pays et les températures anormalement fortes dépassant les 45°C». Certaines installations et câbles électriques servant au transport de l'électricité, notamment dans le nord du pays, ne sont pas conçus de façon à ce qu'ils résistent à ces températures caniculaires. Donc un nouveau plan d'investissement sera bientôt dévoilé par la Sonelgaz.

«Tous les équipements défectueux seront remplacés par d'autres neufs et performants, et ce, dans le but d'améliorer le réseau de transport et de distribution d'électricité», assure-t-il.

Au passage, le ministre a salué les efforts des travailleurs de Sonelgaz consentis pour «réparer toutes les pannes et maîtriser les incidents survenus sur le réseau».

Le ministre a assuré aussi que les équipes techniques de la société sont intervenues, depuis mardi dernier, au niveau des localités touchées par les feux de forêt pour réparer les dégâts et remettre en marche le réseau électrique.

Arkab a tenu à rappeler qu'aujourd'hui, Sonelgaz dispose d'une capacité de production d'électricité de plus de 25.000 mégawatts, «ce qui lui permet d'approvisionner des millions de clients à travers plus de 427.000 kilomètres de lignes de distribution et de transport d'électricité». Quant au gaz naturel, «son réseau de transport et de distribution s'étend sur plus de 173.000 km, ce qui lui a permis de créer un réseau homogène couvrant la majeure partie du territoire national», a ajouté le ministre.

En matière d'énergie renouvelable, Arkab a affirmé que le groupe Sonelgaz est également «au cœur de l'orientation de l'Algérie vers la transition énergétique, à travers la mise en œuvre du programme national des énergies nouvelles et renouvelables avec pour objectif de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone».

Installation de 1.000 bornes de recharge d'ici 2024

Dans le même contexte, le ministre a indiqué que le lancement des premières bornes de recharge pour voitures électriques répond à la nécessité d'inscrire le pays dans la tendance mondiale vers les énergies propres, ce qui confirme la détermination de l'Algérie à aller de l'avant dans ce domaine et remplir ses obligations internationales dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique.

Le groupe Sonelgaz a inauguré, ce mercredi, près de la Promenade des Sablettes à Alger, sa première station de bornes de recharge électrique pour véhicules électriques ou hybrides.

Le lancement de cette station entre dans le cadre d'une opération d'installation de plusieurs autres stations dans divers endroits comme à Sétif (stations-services de Babor), à Tamesguida et Sidi El Kebir, dans la wilaya de Blida, ainsi qu'à Baba

Ali, dans la wilaya de Mascara.

Le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, accompagné du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et du ministre du Travail, Fayçal Bentaleb, a annoncé, à cette occasion que le groupe a arrêté une feuille de route qui prévoit l'acquisition et l'installation de 1.000 bornes de recharge d'ici la fin de l'année 2024 (300 bornes durant l'année en cours et 700 autres courant 2024). La mise en œuvre de ce projet national a été attribuée à deux filiales de Sonelgaz, à savoir la société SAIEG, chargée de l'ingénierie et de l'installation de ces équipements, mais aussi de leur fabrication, à une étape ultérieure. La Société algérienne de l'électricité et du gaz-Distribution est chargée, quant à elle, d'exploiter et de superviser la gestion de ces stations.

«Ce plan permettra le développement des infrastructures pour soutenir l'accroissement du nombre de véhicules électriques, favorisant ainsi la transition vers un environnement sain en Algérie», a souligné Adjal, précisant que l'utilisation de ces bornes se fera à titre gracieux «pour encourager les citoyens à acquérir et utiliser les véhicules électriques ou hybrides».

Il a fait savoir également que des consultations sont en cours avec Naftal et les parkings à grandes surfaces pour fournir des assiettes de terrain et effectuer les vérifications nécessaires pour l'installation des équipements.

Pour gérer ses nouvelles stations, Sonelgaz s'est dotée d'une solution informatique qui comprend une application principale disposant d'une base de données de toutes les stations de recharge installées et les comptes clients, avec leurs cartes de recharge. Une autre application informatique est installée au niveau des agences commerciales de Sonelgaz-Distribution, connectée à l'application principale via un réseau de fibres optiques et utilisée pour recharger les cartes magnétiques des clients, en contre partie d'un paiement préalable.

CLASSEMENT BAPTIZE GLOBAL LIFE-WORK BALANCE INDEX

L'Algérie deuxième en Afrique, 31^e à l'échelle mondiale

Une nouvelle étude internationale a révélé les pays les plus favorables pour concilier vie professionnelle et personnelle. L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et l'Angola sont mentionnés dans ce top 60.

La liste des pays présentant une relation harmonieuse entre le travail et la vie personnelle a été rédigée par la plateforme Remote. Ainsi, six États du continent africain sont désignés parmi les 60 de ce classement baptisé Global Life-Work Balance Index.

S'y trouve l'Afrique du Sud qui arrive à la première place (18^e à l'échelle mondiale) avec un indice de 57,78. Elle est suivie de l'Algérie (31^e à l'échelle mondiale, indice de 52,69). Le top 3 africain est clôturé par l'Égypte (37^e, 48,26).

En outre, le Maroc s'est vu classé dans cette liste avec un indice de 45,72, occupant la 4^e place parmi les pays africains et la 41^e parmi tous les 60 États. L'Angola se positionne 5^e en Afrique en obtenant 29,83 points (57^e mondial). Et le Nigeria ferme ce top 6 africain et le top 60 mondial avec un score de 17,03.

Quant aux États qui disposent des meilleures conditions pour une balance harmonieuse entre la vie et le travail se trouvent la Nouvelle-Zélande (79,35 points), l'Espagne (75,55) et la France (75,34).

Pour élaborer cet indice mondial de l'équilibre entre la vie et le travail, la source a évalué divers facteurs socio-économiques dans les 60 pays au PIB le plus élevé au monde.

Elle a ainsi analysé une série de facteurs tels que les congés annuels légaux, les indemnités maladie, les congés maternité, les soins de santé, le bonheur en général, le salaire minimum, l'intégration des personnes LGBTQ+ et la durée moyenne du travail. Chaque pays s'est vu attribuer une note sur 100.

Agence

GRUPE LAFARGE ALGÉRIE

Exportation de 1,7 millions de tonnes de ciment

Les exportations du groupe Lafarge Algérie, atteindront, d'ici septembre 2023, un volume de 1,7 million de tonnes de produits, dont 39% de produits finis ciment avec une valeur totale estimée à 80 millions de dollars.

«Grâce au soutien des autorités algériennes et à une collaboration étroite avec nos partenaires, Lafarge Algérie exportera 1,7 million de tonnes de produits, dont 39% de produits finis ciment, pour une valeur dépassant les 80 millions de dollars. Ce chiffre dépasse largement le chiffre d'affaires à l'exportation de l'année précédente pour la même période», a indiqué le directeur des relations publiques et de la communication auprès de Lafarge Al-

gérie, Hafid Aouchiche, qui s'exprimait en marge d'une cérémonie de récompense des lauréats de la 1^{ère} édition du Grand Prix de l'Innovation Étudiant Holcim Algérie.

Holcim Algérie, en partenariat avec l'École Nationale Polytechnique «ENP», a organisé mardi une cérémonie de remise des prix aux lauréats de la première édition du Grand Prix de l'Innovation Étudiant. Ce concours, spécialement conçu pour les étudiants et lancé en septembre 2022, avait pour objectif de les encourager à proposer des solutions concrètes visant à réduire l'empreinte carbone de l'industrie cimentière, notamment par l'utilisation de nouveaux maté-

riaux plus écologiques.

Après le succès rencontré par les quatre premières éditions du Grand Prix d'Architecture Étudiant [2016 - 2019], Holcim Algérie revient avec un nouveau format de concours qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie du Groupe visant à promouvoir des modes constructifs moins carbonés, plus responsables et pérennes, préservant ainsi nos ressources naturelles.

Le concours #GP-IE, a réuni les cinq écoles d'ingénieurs des wilayas d'Alger, Blida ainsi que l'Université de Ain Témouchent. Cette initiative avait pour objectif d'encourager l'innovation et l'esprit d'entrepreneuriat au sein du milieu étudiant, en renforçant

les capacités des étudiants à présenter de nouvelles idées et méthodes en lien avec les enjeux environnementaux actuels, et à les défendre en quelques minutes en termes de faisabilité technique, économique et juridique. Des projets de très grande qualité ont été en compétition, et les trois gagnants de l'édition 2023 sont :

1^{er} Prix, SEGHAHR Youssa, étudiante en 4^{ème} Département génie minier, de l'École Nationale Polytechnique, pour son projet « Comment réduire et remplacer les ressources naturelles dans la production du ciment ? »
2^{ème} Prix, Said GUERAZEM, étudiant en 2^{ème} année automatique, de l'École Nationale Poly-

technique, pour son projet « ECO CEM »

3^{ème} Prix, Feriel BENMOUSSA, étudiante en 5^{ème} année Département génie chimique, de l'École Nationale Polytechnique, pour son projet « Ciment durable »
Ce concours témoigne de l'importance que place Holcim Algérie dans les idées innovantes émanant du milieu universitaire, qui peuvent constituer de véritables moteurs pour une industrie cimentière plus durable et compétitive. Il démontre également l'engagement de l'entreprise envers la promotion des filières éducatives d'excellence, afin d'encourager l'émergence de nouveaux talents en Algérie.

Synthèse R.E.

DGPC

Des campagnes de sensibilisation aux risques de noyade

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a organisé des campagnes de sensibilisation aux risques de noyade dans différentes wilayas du pays, parallèlement à l'augmentation du nombre des victimes ayant atteint 140 morts noyés depuis le début de la saison estivale, a indiqué, mercredi, le chargé de la Communication à la Direction, Karim Benfahsi.

Dans une déclaration à l'APS, M. Benfahsi a fait savoir que ces campagnes, organisées à l'occasion de la Journée mondiale de prévention contre les noyades, célébrée le 25 juillet de chaque année, avaient englobé toutes les wilayas du pays, où l'accent a été mis, au niveau des régions intérieures, sur la nécessité d'éviter la baignade dans les barrages, et autres plans d'eau.

Concernant les wilayas côtières, les organisateurs des campagnes de sensibilisation ont appelé à "l'impératif de fréquenter les plages autorisées à la baignade, étant donné qu'elles disposent d'une couverture sécuritaire permettant une intervention rapide en cas d'urgence".

Par ailleurs, le même responsable a révélé que "plus de 140 personnes, âgées entre 9 et 35 ans, sont mortes par noyade depuis le début de l'été, en sus des cas de blessures graves causées par la baignade dangereuse".

Les services de la Protection civile ont mobilisé "367 plongeurs, 951 fonctionnaires de différents grades et 8.890 agents saisonniers ayant les compétences et l'expérience nécessaires pour assurer la sécurité des plages", a-t-il dit, appelant les estivants, en particulier les jeunes, à éviter les plages interdites et non surveillées ainsi que la baignade dangereuse, qui peut causer des décès ou des handicaps, a-t-il poursuivi.

R. E.

EDUCATION

Numérisation de tous les documents scolaires à la prochaine rentrée scolaire

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a fait savoir mercredi à Alger que tous les documents scolaires seront numérisés à travers le territoire national et retirés exclusivement de la plateforme numérique du ministère, durant l'année scolaire 2023/2024. Présidant l'ouverture d'une conférence nationale consacrée à l'examen d'évaluation des acquis du cycle d'enseignement primaire et des préparatifs des directions de l'éducation en prévision de la prochaine rentrée scolaire, M. Belaabed a précisé que "les opérations de numérisation se poursuivront dans divers domaines vitaux en exploitant le système d'information du ministère de l'Education nationale", affirmant que "tous les documents scolaires seront numérisés au titre de la prochaine année scolaire, notamment l'inscription, la réinscription, la réorientation et le recours". A cette occasion, il a appelé les responsa-

bles du secteur à "respecter toutes les conditions légales relatives aux systèmes éducatifs et l'organisation des élèves en groupes afin d'assurer la transparence et l'équité".

Il a annoncé "la numérisation totale du recrutement par contractualisation", ce qui "permettra aux candidats, a-t-il dit, d'être contractualisés de manière automatique, selon des critères et une échelle dédiée à cet effet".

Le ministre a en outre souligné le rôle de la plateforme numérique dans la facilitation du mouvement de transfert dans le corps des enseignants, indiquant que l'augmentation du nombre de choix à 10 au lieu de 5, a permis à "50% des enseignants d'obtenir leur premier choix sur les 93% qui ont obtenu l'un de leurs dix premiers vœux".

Concernant les logements de fonction, le ministre a précisé qu'ils "seront gérés automatiquement", avant de passer à "l'an-

nulation de toutes les décisions d'affectation actuelles et leur remplacement par de nouvelles décisions émanant du système d'information du ministère".

M. Belaabed a fait savoir que la première journée de cette conférence sera consacrée "aux changements profonds à introduire à l'examen d'évaluation des acquis pour le cycle d'enseignement primaire, sur la base des propositions et avis de la famille éducative, présentés lors d'une opération d'évaluation globale engagée sur le terrain à commencer par les conférences d'évaluation au niveau des circonscriptions d'inspection, les conférences de wilayas et enfin les conférences régionales".

Il a ajouté que les trois prochains jours seront consacrés à "la mise au point des derniers préparatifs de la rentrée scolaire, concernant notamment l'encadrement administratif et pédagogique, les opérations de numérisation, la situation finan-

cière, l'organisation pédagogique, les structures, les équipements et les opérations de soutien scolaire".

La prochaine rentrée scolaire verra "le renforcement de l'utilisation des tablettes numériques, en dotant 1.200 nouvelles écoles primaires de ces outils, ainsi que la mise en œuvre du plan sectoriel de sensibilisation et de prévention des violences en milieu scolaire, tout en veillant à lutter contre les drogues et les psychotropes, outre la généralisation de la création d'associations de parents d'élèves".

S'agissant du renforcement de l'enseignement de la langue anglaise, M. Belaabed a rappelé la décision prise récemment lors du Conseil des ministres, portant formation, dès la prochaine rentrée universitaire, d'enseignants d'anglais du cycle primaire au niveau des écoles supérieures des enseignants et la généralisation de l'enseignement de cette langue pour les élèves de quatrième année primaire.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Les mesures de prévention des feux de forêt rappelées

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rappelé, mercredi dans un communiqué, les mesures de prévention des feux de forêt, notamment l'obligation de prévoir des plans de secours dans les camps d'été situés à proximité des forêts et l'interdiction du camping sauvage dans les espaces forestiers.

Par R. E.

Les responsables des camps d'été et des espaces de loisirs, situés à l'intérieur ou à proximité des forêts, sont tenus de mettre en place un plan de secours et d'évacuation d'urgence, qui sera validé par les autorités locales compétentes avant sa distribution à l'ensemble des estivants, précise le communiqué.

"La circulation à l'intérieur ou à proximité des espaces forestiers, le camping sauvage et toute activité susceptible de déclencher des feux sont strictement interdits", souligne le ministère. Ces mesures, "en vigueur

jusqu'au 15 octobre 2023", s'inscrivent dans le cadre des précautions à prendre obligatoirement face aux conditions météorologiques actuelles marquées par une hausse des températures, et ce, en application du Plan national de prévention et de lutte contre les feux de forêt.

Il a été décidé, dans ce sens, d'intensifier, au niveau local, les campagnes de sensibilisation aux mesures préventives devant être observées par l'ensemble des citoyens pour sauver des vies et protéger les biens, et de renforcer les patrouilles de surveillance conjointes (services de sécurité, Direction des forêts et Protection civile) 24h/24 et 7h/7, conclut le document.

Il est à noter que le ministre

de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, accompagné du directeur général des forêts, Djamel Touahria, a effectué une visite nocturne inopinée, mardi dans la wilaya de Tipasa. Il s'est enquis de l'état du dispositif local de prévention et de lutte contre les incendies.

En sa qualité du président de la commission opérationnelle de lutte contre les feux de forêt, le ministre a insisté aux sièges de la Conservation des forêts, de la Direction de la Protection civile, situées dans la ville du chef-lieu de wilaya et de celui de la colonne mobile des forestiers à Sidi Moussa, dans la commune de Nador sur l'extrême nécessité de maintenir un niveau de vigilance élevé, une

mobilisation accrue et un sens d'anticipation dans l'action de prévention et de la lutte contre les incendies. Pour Henni, le travail de proximité et l'implication de la société civile à travers le mouvement associatif peut donner davantage d'efficacité à ces actions citoyennes. À ce propos, le ministre a exhorté la secrétaire générale de la wilaya de Tipasa d'intensifier les campagnes de sensibilisation contre les risques des feux de forêt avant de se rendre dans un camp de vacances au niveau d'Oued El Belaa, commune de Cherrhell. Il a rencontré des estivants dans le cadre d'une action de proximité s'articulant autour de la prévention contre les incendies.

ASSAINISSEMENT DU FONCIER AGRICOLE

Plus de 10.000 ha inexploités retirés à leurs bénéficiaires à Ghardaïa

Plus de 10.195 hectares de terres agricoles attribuées à des concessionnaires et restées inexploitées ont été récupérés par les pouvoirs publics dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Le portefeuille foncier agricole attribué à 65 concessionnaires dans le cadre de la mise en valeur par la concession a été récupéré suite au bilan arrêté le 20 juillet en cours, de l'opération d'assainissement du foncier agricole lancée par les pouvoirs publics et qui se poursuit dans la wilaya, a indiqué, à l'APS, le DSA, Ba-

dreddine Houichiti.

Les concessionnaires ont été déchus de l'attribution et ont reçu des arrêtés d'annulation après vérification sur le terrain par les services techniques du secteur, a-t-il souligné, ajoutant que toutes les terres attribuées dans les différents programmes de mise en valeur sont également concernés par l'opération. Sur un total de plus de 23.802 hectares des terres agricoles attribuées, seuls 13.607 hectares ont été mis en valeur après vérification sur le terrain par les services de la DSA, a expliqué, de son côté, l'ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA,

Khaled Djebrit.

Près de 18000 hectares ont été mobilisés par les pouvoirs publics suite à l'opération d'assainissement pour un nouveau programme d'investissement agricole destinés aux investisseurs et concessionnaires dans l'agriculture.

La wilaya de Ghardaïa compte actuellement une superficie agricole de 724.612 hectares, dont la superficie agricole utile (SAU) irriguée est de 24.670 hectares, répartie sur 11.883 exploitations agricoles, selon les données de la DSA.

R. E.

RAPPORT

Ce que la Zlecaf peut offrir à l'Algérie

L'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ne pourrait qu'être bénéfique. En premier lieu, cette zone peut offrir à l'Algérie l'opportunité de diversifier ses exportations, indiquent « Trade Law Centre », qui est une organisation d'utilité publique basée en Afrique du Sud.

Par Sirine R/Agence

En effet, l'Algérie peut se concentrer dans une première étape sur le développement de ses capacités d'exportation de produits tels que les engrais, le ciment et les produits chimiques avant de passer à la production de produits à plus forte valeur ajoutée. « L'Algérie pourrait tirer pleinement parti de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) en diversifiant sa base d'exportation et en augmentant sa production de produits manufacturés », selon un rapport publié le 13 juillet dernier par Trade Law Centre (Tralac). Intitulé « L'Algérie et la zone de Libre Échange Continentale Africaine - Opportunités et contraintes », le rapport rappelle que le secteur des hydrocarbures représente bon an, mal an environ 38% des recettes budgétaires, 20% du PIB et environ 90% des recettes d'exportation de ce pays d'Afrique du Nord. En 2020, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie représentaient seulement 2,3 milliards de dollars. Malgré la récente hausse des exportations vers l'Asie, la région MENA et l'Amérique latine, l'Union européenne demeure le principal partenaire commercial d'Alger.

Le total des exportations vers les autres pays africains s'est élevé en 2017 à 1,9 milliard de dollars en 2017, dont 90% de matières premières, selon les dernières données disponibles sur les échanges commerciaux intra-africains.

L'Afrique subsaharienne pèse à peine 10% des exportations algériennes en Afrique. Les importations de l'Algérie provenant de l'Afrique sont relativement diversifiées. Elles vont des métaux de base au textile-habillement, en passant par les boissons, les produits agricoles et les machines. 84% des importations africaines de l'Algérie sont originaires de ces mêmes trois pays d'Afrique du Nord : l'Égypte (35%), la Tunisie (27%) et le Maroc (22%).

Faible niveau de diversification

Créé en 2002 avec le soutien financier du Secrétariat d'Etat suisse à l'économie (SECO) pour développer une expertise technique et des capacités en matière de gouvernance commerciale en Afrique, Trade Law Centre précise également que l'Algérie ne bénéficie pas d'un accès préférentiel aux marchés des pays africains membres la Grande zone arabe de libre-échange (Egypte, Libye, Maroc, Soudan et Tunisie) et au marché mauritanien. Par conséquent, la ratification par l'Algérie de l'accord portant création de la Zlecaf lui donne un accès préférentiel aux marchés africains et lui offre de nouvelles opportunités qu'elle pourrait saisir pleinement à condition de diversifier sa base d'exportation, de sortir du « tout-pétrole », et de redoubler d'efforts pour créer un environnement propice au développement de son secteur manufacturier. Malgré l'intégration d'une politique industrielle dans les divers plans de développement quinquennaux du gouvernement depuis le mi-

lieu des années 90 et l'adoption d'une nouvelle stratégie de relance industrielle en 2021, les exportations algériennes restent peu diversifiées. Depuis 2005, quatre nouveaux produits seulement ont été ajoutés au panier des exportations : la canne à sucre, le saccharose, la farine de blé, les poissons vivants et le verre flotté.

Le rapport précise que l'Algérie peut dans une première étape augmenter ses capacités de production de produits pour lesquels elle dispose actuellement d'une capacité d'approvisionnement, mais qu'elle n'exporte pas vers l'Afrique tels que les engrais, les produits agroalimentaires, le ciment et les produits chimiques. À moyen et long terme, l'Algérie devrait se concentrer sur les secteurs à fort potentiel de diversification et à plus forte valeur ajoutée comme les plastiques, les machines industrielles, l'acier, les produits pharmaceutiques et l'automobile afin d'accroître ses exportations vers le reste du continent et d'augmenter sa participation aux chaînes de valeur régionales découlant de la mise en œuvre complète de la Zlecaf.

Mais la réussite de cette diversification des exportations dépendra avant tout de la capacité du gouvernement algérien à mettre en œuvre des réformes structurelles permettant une plus grande ouverture au secteur privé, l'amélioration de la compétitivité de l'économie, le renforcement de la productivité des entreprises et de l'investissement dans le capital humain.

PÉTROLE

Légère baisse du Brent à 82,80 dollars

Les prix du pétrole reculent un peu mercredi, après avoir atteint un record en trois mois la veille, les investisseurs attendant les conclusions de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, cédait 1,00% à 82,80 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, perdait 1,07% à 78,78 dollars.

Après quatre séances consécutives de hausses, le Brent était monté mardi à 83,87 dollars et le WTI à 79,90 dollars, des sommets depuis avril.

Dopés notamment par les baisses volontaires de production de membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses partenaires (Opep+), les cours attendaient la décision de la Fed mercredi.

Une hausse des taux par la banque centrale américaine est largement attendue par les investisseurs, mais la question est de savoir dans quelle mesure de nouvelles montées des taux sont possibles dans les mois à venir, alors que l'inflation courbe l'échine aux Etats-Unis et que l'économie montre des signes de faiblesse.

La prudence du marché faisait également reculer les prix du gaz. Le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du marché européen, évoluait à 31,52 euros le mégawattheure (MWh), en baisse après avoir décollé depuis mi-juillet.

EXPORTATIONS AFRICAINES VERS LA CHINE

En chute de 12,4 % au 1er semestre 2023, à 53 milliards \$

Malgré les mesures prises par Pékin pour corriger le déséquilibre qui caractérise ses relations commerciales avec l'Afrique, les importations chinoises en provenance du continent ont enregistré une baisse à deux chiffres sur les six premiers mois de l'année en cours. Les exportations de l'Afrique vers la Chine se sont établies à 53 milliards de dollars durant le premier semestre 2023, enregistrant ainsi une baisse de 12,4% par rapport à la même période de 2022, selon des données publiées, le dimanche 23 juillet, par l'administration générale de la douane chinoise. Entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours,

les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont cependant augmenté de 15,4% comparativement à la même période de l'année écoulée pour atteindre 87,88 milliards de dollars. Ainsi, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 140,88 milliards de dollars durant les six premiers mois de 2023, un montant en hausse de 3,1% par rapport à la même période de 2022. Selon les analystes, la chute de la valeur des importations chinoises provenant de l'Afrique depuis le début de l'année 2023 découle essentiellement du recul des cours des matières premières et du ralentissement du marché de l'immobilier dans le

contexte d'une reprise moins vigoureuse que prévu de l'économie du géant asiatique. La plupart des exportations chinoises vers l'Afrique sont des produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les exportations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial en faveur de la Chine. Les autorités chinoises ont cependant mis en place des politiques visant à corriger ce déséquilibre commercial. En septembre 2022, Pékin a par exemple supprimé les droits de douane sur 98% des produits importés de neuf pays afri-

cains, dont la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois Xi Jinping, lors de la 8e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses importations de produits africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter les importations chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 milliards de dollars par an à l'horizon 2035.

Agence

SELON MOSCOU

«Le Président Macron n'a rien à offrir aux BRICS»

La diplomatie russe estime que le Président français n'a rien à apporter aux BRICS. Même si Emmanuel Macron était invité au sommet des BRICS, ce qu'il a demandé à l'Afrique du Sud, sa présence ne contribuerait pas à atteindre les objectifs du groupe, selon le ministère russe des Affaires étrangères. La présence au sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) d'Emmanuel Macron, qui a demandé en vain à l'Afrique du Sud de l'inviter à cet événement programmé à Johannesburg en août, n'aiderait pas ses membres à atteindre leurs objectifs, a déclaré ce 26 juillet Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. «La France n'a rien à offrir à cette association qui puisse l'intéresser», a-t-elle indiqué lors d'un point presse.

Selon elle, les BRICS ont été créés "pour renforcer le rôle des pays en développement dans un monde multipolaire, pour développer des orientations collectives, constructives et unificatrices pour l'ensemble de la communauté internationale". Pour Mme Zakharova, l'envoi d'invitations est une prérogative de la présidence des BRICS, en coordination avec tous les membres du groupe. Quant à la position de la Russie, elle a déjà été exprimée à plusieurs reprises. "Nous considérons comme inappropriée la participation aux réunions des BRICS de représentants des pays qui sont à l'avant-garde des politiques hostiles à notre pays et qui poursuivent la voie néocoloniale des pays de l'Occident collectif contre un grand nombre d'autres États", a-t-elle précisé.

La présidence sud-africaine avait déclaré le 19 juillet que le sommet, qui se tiendra à Johannesburg du 22 au 24 août, réunira les dirigeants de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, tandis que la Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Les BRICS réunissent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Beaucoup d'autres pays ont l'intention de rejoindre le bloc économique, notamment l'Argentine, l'Iran, mais aussi l'Indonésie, la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte, selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

Agence

INCENDIES À LAKHDARIA (BOUIRA)

Vaste élan de solidarité envers les familles touchées

Un vaste élan de solidarité a été enregistré depuis lundi à Bouira envers les familles touchées par les incendies enregistrés à Lakhdaria, Kadiria, Djebahia, Maälla et Zbarbar, où certaines habitations ont été endommagées par les flammes, a-t-on constaté mardi.

Cette opération de solidarité a été lancée par les services de la wilaya à leur tête la direction de l'action sociale (DAS), celle de la santé (DSP) et du commerce (DCP), et appuyée par des associations issues de différentes régions du pays, ainsi que le Croissant-Rouge algérien (CRA), venus apporter aide et soutien à une trentaine de familles ayant fui les incendies et évacuées au CEM Mékhazni Lounis de la ville de Lakhdaria.

"Nous avons mobilisé toutes les cellules de proximité de la DAS pour venir en aide à ces familles et surtout pour assurer une bonne prise en charge psychologique et sanitaire aux enfants et autres personnes affectées par les incendies, avec l'aide des services de la (DSP) de la wilaya", a expliqué à l'APS le directeur de l'action sociale, M. Tarik Tabti.

Des aides, dont les denrées alimentaires, des vêtements pour enfants, ainsi que de l'eau, ont été déjà distribuées aux familles évacuées dans le centre de Lakhdaria, selon le même responsable. "Nous avons également doté les classes du centre de climatiseurs mobiles et de ventilateurs pour soulager les familles en cette période de grandes chaleurs", a ajouté M. Tabti, assurant que la DAS est mobilisée pour les aider et leur rendre la vie plus supportable dans ces lieux.

Le même responsable a fait savoir qu'une opération de recensement des personnes affectées par les incendies de forêts de Lakhdaria, Kadiria, Maälla, Djebahia et Zbarbar était en cours. Lundi, le wali Abdelkrim Laâmour s'est déplacé à Lakhdaria ainsi qu'à Zbarbar et dans toutes les zones touchées par les flammes pour rassurer les citoyens sur la prise en charge des familles et la mobilisation de tous les services pour la protection des populations et de leurs biens.

Il s'est rendu également mardi dans la commune montagnaise et forestière de Zbarbar (Ouest de Bouira), pour inspecter cette zone, où les flammes ont dévasté plusieurs hectares de forêts, selon les services de la protection civile.

ORAN

Ouverture prochaine de distributeurs automatiques billets aux chefs-lieux des daïras

Des salles de distributeurs automatiques de billets de banque relevant d'Algérie Poste seront bientôt ouvertes au niveau des chefs-lieux des daïras de la wilaya d'Oran, a-t-on appris dimanche du directeur local de cette institution Benosmane Bendehiba.

Le succès de la salle des distributeurs automatiques, ouverte cette année au centre ville d'Oran et l'augmentation du taux d'utilisation des distributeurs automatiques dans les opérations financières, a fait que l'unité d'Algérie Poste a programmé une opération d'ouverture de salles de distributeurs automatiques dans les neuf daïras que compte la wilaya d'Oran", a indiqué M. Benosmane lors d'une séance de travail avec la commission de communication de l'APW d'Oran tenue au siège de la wilaya. Les salles, a-t-il ajouté, seront équipées de 23 appareils à réceptionner avant la fin de l'année en cours, soulignant que ces équipements permettent de traiter une moyenne de un milliard de dinars par jour, soit un montant équivalant au double de celui mis en circulation au niveau des guichets postaux.

Le directeur de wilaya d'Algérie Poste a ajouté que la wilaya d'Oran compte actuellement 68 distributeurs automatiques de billets de banque, dont 45 ont été mis en place ces dernières années, notamment au

cours de l'année 2022 à l'occasion de l'organisation des Jeux méditerranéens.

Par ailleurs, le Directeur de l'unité Algérie Poste d'Oran a annoncé que ses services ont récemment réceptionné 20 bureaux de poste qui ont bénéficié d'opérations d'extension et de réaménagement sur les 47 bureaux dans lesquels les travaux ont été lancés, ce qui a contribué à améliorer les prestations au bénéfice des citoyens et la performance des agents postaux, afin qu'ils remplissent leurs missions dans de bonnes conditions. M. Benosmane a également fait part de la réception de deux autres bureaux de poste, durant la semaine en cours, au niveau de Cap Blanc, dans la commune d'Aïn El Kerma, et de Haï Nedjma, dans la commune de Sidi Chahmi.

En réponse aux préoccupations des membres de la commission de communication de l'APW sur le problème d'encombrement des bureaux de poste, le directeur de l'Unité d'Algérie Poste d'Oran a souligné que le problème réside dans le fait que certains usagers de la poste, notamment des retraités et des bénéficiaires de l'allocation

chômage, "ne respectent pas les délais de retrait de leurs allocations, ce qui entraîne un engorgement et une tension au niveau des guichets", chose qui est prise en charge à travers une campagne de sensibilisation à l'adresse des retraités et des bénéficiaires de l'allocation chômage, les invitant à respecter les dates de versement et de réception de leurs allocations.

Par ailleurs, le Président par intérim de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Tayeb Cherif, et le Président de la commission de communication, Bouheda Sid-Ahmed, ont relevé, au cours de la rencontre, la "grande amélioration" dans les prestations des services postaux dans la wilaya d'Oran, notamment en termes d'augmentation du nombre de distributeurs automatiques de billets, l'extension et le réaménagement des bureaux de poste. Les mêmes responsables ont appelé à prendre en charge le problème du manque de structures postales dans certaines zones de la wilaya, notamment au nouveau pôle urbain de la commune d'Oued Tlelat.

M'SILA

40 locaux commerciaux inexploités reconvertis en annexe de CEM à Bou Saâda

Des travaux de reconversion de 40 locaux commerciaux abandonnés en annexe de collège d'enseignement moyen (CEM) viennent d'être lancés dans la commune de Bou Saâda (M'sila), a appris l'APS lundi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC), Saïd Benamor. Cet élu a indiqué que le projet de reconversion a été adopté sur proposition de l'APC suggérant

de transformer ces locaux inexploités depuis des années en annexe du CEM "frères Benchelali" situé dans la cité El Batin de Bou Saâda, afin de remédier au problème de sureffectif dans cet établissement. L'opération, pour laquelle une enveloppe financière de 23 millions de dinars a été allouée, permettra à ce CEM de disposer, après réaménagement de ces 40 locaux, de 19 nouvelles salles

de classe, d'une cantine, d'une cuisine, de sanitaires et d'une aile administrative, a précisé M. Benamor. Certains élèves du CEM "frères Benchelali" suivent actuellement leurs cours dans des classes d'un lycée, selon le même élu qui s'est félicité de ce projet de reconversion qui permettra d'en finir avec le problème du sureffectif et d'assurer de meilleures conditions de scolarité aux élèves.

Le secrétaire général de la wilaya de M'sila, Hadj Khetlal, accompagné de plusieurs responsables locaux, avait donné, la semaine dernière, le coup d'envoi des travaux de transformation, instruisant pour l'occasion l'entreprise de réalisation à l'effet d'imprimer aux travaux un rythme accéléré afin de livrer le projet avant la prochaine rentrée des classes.

UNIVERSITÉ DE BEJAIA

Un partenaire "incontournable" pour l'économie locale

L'université "Abderrahmane Mira" de Bejaia qui a célébré lundi sa 40e année d'existence, s'est imposée comme un partenaire "incontournable" pour le secteur économique local,

a souligné un responsable de cette institution lors de la cérémonie de célébration de cet événement.

S'exprimant lors d'une cérémonie au cours de laquelle ses dirigeants ont fait le point sur son parcours, sa trajectoire, ses missions, mais aussi sur les enjeux et les défis qui l'attendent, le recteur, Benyaïche Abdelkrim, a souligné le partenariat liant l'université à l'environnement économique de la région, matérialisé par 103 conventions.

Outre l'employabilité qu'elles offrent, ces conventions permettent à l'université de "participer à l'innovation en ouvrant des filières spécialisées, répondant à la demande du tissu industriel de la région", a-t-il estimé.

"Désormais, l'université ambitionne de jouer un rôle plus accru en investissant son environnement par une

adaptation à ses exigences en matière de spécialités", a ajouté le même responsable.

Il a cité l'exemple du projet du développement des métiers des mines, dans la perspective de la mise en service du gisement de zinc et plomb d'Amizour en phase de concrétisation, ou encore la promotion des spécialités en rapport avec la demande exprimée au niveau des zones industrielles notamment en apportant des solutions aux besoins de logistiques des opérateurs.

Ouverte en 1983 avec seulement moins de 300 étudiants et une cinquantaine d'enseignants, l'établissement a pris de l'ampleur avec un effectif de plus de 50.000 étudiants et plus d'une centaine d'offres de formation, se développant selon un avis partagé, "plus vite que la ville", selon les chiffres communiqués à l'occasion. Avec la qualité de son enseignement, son réseau de partenariat à l'international, cet établissement de l'enseignement supérieur fait figure d'un "acteur majeur à l'échelle nationale" en termes

d'attractivité académique et scientifique ouvert sur tous les domaines, a-t-on souligné lors de la cérémonie. Pour le recteur, Benyaïche Abdelkrim, cette cérémonie est d'ailleurs, "la célébration de l'effort", corroborant ses propos par des chiffres, dont le nombre des diplômés formés à ce jour, établi à pas moins de 166.000 universitaires et parmi lesquels "bon nombre fait le bonheur de leur milieu recep-teur, notamment les entreprises économiques locales", a-t-il relevé.

"Les ambitions s ne manquent pas, soutenues par la conviction partagée que l'université peut aller loin en s'imposant comme locomotive du progrès", a déclaré pour sa part, l'ancien recteur de la même université, à la retraite, Djoudi Merabet.

La célébration de cet anniversaire a donné, par ailleurs, l'occasion d'inaugurer un nouvel auditorium de 1.000 places au campus d'Aboudaou et de remettre des prix aux lauréats des promotions de 2021, 2022 et 2023.

L'envers du miracle sud-coréen

Technologie de pointe, tubes de variété fredonnés sur tous les continents, séries à succès, cinéma mondialement reconnu : la Corée du Sud jouit d'une image particulièrement positive. Un peu comme si, dans bien des domaines, Séoul montrait la voie au reste du monde. Découvrir la réalité des conditions de vie de la population invite à espérer que cela ne soit pas le cas.

Partie 1

P A R ENAUD L AMBERT

C'EST une figure éculée de la vulgate médiatique. Un contestataire doute des vertus de la démocratie libérale occidentale? « Essayez donc la Corée du Nord! », suffit-il de lui répondre pour mettre les rieurs de son côté. La péninsule coréenne offre à la pensée dominante un contraste efficace pour démontrer la supériorité de ses options. Au Nord, la dictature, la famine et la charrette à bras ; au Sud, la démocratie, l'abondance et les semi-conducteurs. D'un côté, le repoussoir de la grisaille communiste; de l'autre, un « modèle » à imiter, comme le suggère par exemple M. Louis Gallois, l'un des plus illustres représentants du patronat français (1). Le modèle de l'un des pays les plus pauvres de la planète dans les années 1950, mais qui est devenu la douzième puissance économique mondiale et à qui l'agence Bloomberg a accordé sept fois le titre de « nation la plus innovante » entre 2014 et 2021 (2). Bref, non pas un pays, mais un « miracle ». Il existe toutefois plusieurs Corées du Sud. Celle qui fascine les médias, et peut s'enorgueillir de voir des armées de collégiens apprendre sa langue en dehors de tout cursus scolaire, ressemble à une star de la K-pop, la variété coréenne désormais connue dans le monde entier : une silhouette élancée, un minois androgyne, une renommée internationale et un téléphone ultraperfectionné à l'oreille. Et puis il y a l'autre Corée du Sud, que sa population surnomme l'« enfer Joseon », du nom de la dynastie qui régna sur la péninsule de 1392 à 1910.

Sommeil

Métro de Séoul, 6h27. Des cinq personnes assises à notre gauche, trois dorment profondément, le visage écrasé sur une main, la tête en arrière calée sur la vitre ou bien la nuque basculée vers l'avant. De l'autre côté de la rame, les six passagers ont également sombré dans les bras de Morphée. Aucune secousse ne les trouble, aucun arrêt en station ne les perturbe. Comme la plupart des travailleurs du pays, ils sont épuisés. Et il est peu probable que cela soit dû à une folle nuit d'ébats : une étude de 2021 suggérait qu'un Séoulite sur trois n'avait pas fait l'amour depuis plus d'un an (3). Les Sud-Coréens travaillent en moyenne 1910 heures par an. L'un des chiffres les plus élevés parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où la moyenne s'établit à 1 716, contre 1 490 pour la France et 1 349 pour l'Allemagne (4). Ce chiffre global minore toutefois la réalité des horaires pratiqués par la plupart, dans un pays qui a créé un mot pour décrire la mort par surmenage : gwarosa. Mais on travaille encore trop peu en Corée du Sud, estime son président conservateur Yoon Seokyeol, élu d'un cheveu en 2022. Ce dernier souhaite étendre la semaine de travail à soixante-neuf heures, contre cinquante-deux à l'heure actuelle. « Les employés devraient pouvoir travailler cent vingt heures par semaine, quitte à se reposer après (5) », avait-il expliqué lors de la campagne présidentielle. Cent vingt heures correspondent à dix-sept heures de travail par jour pour une semaine de sept jours, à vingt heures pour une semaine de six. « Les entreprises n'ont tout simplement pas les moyens de satisfaire la demande si les travailleurs refusent de travailler », plaide M. Kim Ki-moon, président de la Fédération des petites et moyennes entreprises de Corée du Sud (6). « Pourquoi le gouvernement nous priverait-il du droit de travailler plus? », interroge de son côté le quotidien conservateur Dong-a Ilbo, s'érigeant soudain en porte-parole de la classe ouvrière (7). Sauf qu'un mécanisme permet à la plupart des entreprises de verser un « forfait heures supplémentaires » indépendant du temps de travail effectivement réalisé. Les ouvriers le savent et Dong-a Ilbo ne peut l'ignorer : il est peu probable qu'une augmentation du temps de travail se traduise par un accroissement significatif des revenus. Quant aux vacances, dont le gouvernement suggère qu'elles pourraient devenir d'autant plus longues que les semaines sont chargées, peu y croient : 60 % des salariés ne prennent pas tous leurs congés, le plus souvent de peur de perdre leur emploi (8). Parmi les revendications du mouvement ouvrier sud-coréen, l'une revient fréquemment : « Laissez-nous dormir! »

Noix

M. Park Chang-jin s'efforce de sourire en nous contant son histoire. Mais, plus de huit ans après les faits, la douleur demeure de toute évidence vive. En décembre 2014, il est chef de cabine pour un vol Korean Air de New York à Séoul. Alors que l'avion se dirige vers la piste de décollage, il entend des cris. L'une des passagères de première classe est en train de morigéner une hôtesse : les noix qu'elle vient de lui servir auraient dû lui être présentées sur un plateau, pas dans leur sachet. M. Park vient à la rescousse de l'hôtesse, explique que la législation oblige les compagnies aériennes à servir les amuse-gueules de pré-décollage emballés, et tente d'apaiser la passagère. Cette dernière ne veut rien savoir. Dévoilant qu'elle est la fille du président du conglomérat qui contrôle Korean Air, elle se prévaut de son statut pour exiger de M. Park et de l'hôtesse qu'ils s'agenouillent pour lui présenter leurs excuses. Ils s'exécutent; cela ne suffit pas. Mme Cho Hyun-ah, la passagère, obtient que l'avion fasse demi-tour afin que M. Park soit remplacé par un autre chef de cabine. Mme Cho effectuera une peine de prison de cinq mois, pour violation des lois sur la sécurité aérienne. M. Park, lui, fera l'objet d'une campagne de harcèlement au sein de son entreprise. Au bout de plusieurs années, il finira par démissionner. « Mon histoire révèle quelque chose de la société coréenne, de la façon dont se comporte l'élite économique de ce pays, conclut M. Park dans l'anglais de steward qu'il a conservé. Car, si mon récit est désormais connu du grand public, ici, combien de personnes vivent la même chose sans qu'on en entende jamais parler? »

94,9

C'est une manifestation comme on pourrait en voir un peu partout. Sauf qu'ici les participants veillent à ne pas stationner sur les passages piétons, de façon à ne pas interrompre le flux des passants : une prévenance plus rare ailleurs dans le monde. Le rassemblement a été organisé pour protester contre le projet d'extension de la semaine de travail à soixante-neuf heures. À côté de la scène sur laquelle se succèdent les orateurs, un camion de police attire l'œil. Derrière la cabine du véhicule, un immense écran affiche des chiffres : 85,9; 81,2; 92,7... Interloqué, on interroge. Le dispositif mesure les décibels produits par la sonorisation. Ici, les manifestations ne sont tolérées qu'à hauteur de 95 décibels, soit le ronflement d'un sèche-cheveux. Les contrevenants s'exposent à des peines de prison qui peuvent atteindre six mois.

Labyrinthe

En juin 2022, une partie des sous-traitants d'un chantier naval de Daewoo, l'une des plus grandes entreprises coréennes, se mettent en grève pour protester contre une amputation de salaire de 30 % pendant la pandémie. En Corée du Sud, plus de la moitié des travailleurs sont dits « irréguliers ». La catégorie regroupe les précaires, les pseudo-« auto-entrepreneurs », les sans-papiers (en général issus d'Asie du Sud-Est et particulièrement nombreux sur les chantiers navals) ou encore les personnes soumises à des dispositifs de sous-traitance en cascade les privant des droits et de la protection sociale accordés par les grands groupes. « Ils sont pourtant le plus souvent formés par la grande boîte qui les fait travailler », souligne Mme Chong Hye-won, du syndicat de la métallurgie (KMWU). La direction de Daewoo organise une répression violente des grévistes, qui occupent le site. Le président Yoon, qui estime que « les gens qui font grève sont aussi dangereux que les ogives nucléaires nord-coréennes (9) », menace d'envoyer la police antiémeute pour déloger les protestataires. « Il s'interroge tout haut, se souvient Mme Chong : « Mais est-ce que cette grève est vraiment légale? » Mille et une chausse-trapes limitent ici le droit de grève. Outre l'interdiction des entraves aux affaires, passibles de prison, il n'est pas autorisé de faire grève contre un autre employeur que le sien : une disposition qui transforme le mécanisme de sous-traitance en bouclier prémunissant les grands groupes contre toute interruption du travail. De sorte qu'« être un dirigeant syndical implique, à un moment ou un autre, de passer par la case prison », résume M. Yang Kyeung-soo, président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), qui a lui-même été condamné à un an de détention pour avoir organisé une grève pen-

dant la pandémie. Depuis la création de son syndicat, en 1995, l'ensemble de ses douze prédécesseurs ont également été emprisonnés. Dans ces conditions, M. You Choe-an, le vice-président du syndicat des travailleurs irréguliers du site de Daewoo, prend la responsabilité d'un autre mode de protestation : il soude une cage d'un mètre cube dans laquelle il s'enferme au fond de la coque d'un supertanker pour dénoncer la façon dont sont traités les travailleurs, s'inscrivant dans une longue tradition coréenne de sacrifice des corps pour dénoncer la violence patronale. Comme à chaque fois, l'entreprise fait pression sur les salariés « réguliers » afin qu'ils se désolidarisent des précaires, dont les exigences menaceraient l'entreprise. L'argument pèse d'autant plus que la Banque coréenne de développement, une institution publique, annonce de son côté qu'elle exigera de Daewoo le remboursement de toutes ses lignes de crédit si la grève continue – l'équivalent d'une mise à mort. Les salariés demandaient initialement le rattrapage des 30 % de salaire qu'ils avaient perdu, ils acceptent finalement une augmentation de 4,5 % de leurs rémunérations, avec la promesse d'une « discussion à venir » sur les cascades de soustraction. De son côté, l'entreprise porte plainte contre cinq dirigeants syndicaux, exigeant qu'ils remboursent – de leur poche – les pertes liées à divers retards de production : 47 milliards de wons, soit environ 33 millions d'euros. Les personnes visées perçoivent le salaire minimum, soit environ 2 millions de wons, ou 1400 euros, par mois... La loi doit encore trancher sur la recevabilité de la plainte de l'entreprise. « Le plus probable, c'est que nos camarades doivent payer », estime Mme Chong...

Incompréhension

À chaque fois, la question surprend. Elle revient pourtant régulièrement, y compris dans la bouche de militants syndicaux : « Mais pourquoi est-ce que les Français veulent partir à la retraite plus tôt? Ici, les travailleurs voudraient au contraire repousser l'âge de la retraite. Idéalement, jusqu'à 73 ans. » On songe d'abord à un problème de traduction, avant de comprendre que le problème ne réside pas dans les mots, mais dans les institutions. C'est que la retraite telle qu'elle a été construite ici diffère sensiblement du projet que défend une majorité de Français. En Corée du Sud, l'âge officiel de la retraite est de 60 ans. Mais il faut attendre 65 ans pour percevoir la pension versée par l'État. À taux plein, celle-ci équivaut à environ 30 % des derniers salaires perçus. La plupart du temps, elle plonge ses récipiendaires dans la pauvreté. La quasi-totalité des Coréens doivent donc travailler après l'âge légal de la retraite, dans des emplois si précaires et mal payés que l'expression coréenne qui traduit le mieux « boulot de merde » est « travail de vieux ». Mais, si l'âge où les entreprises peuvent se débarrasser de leurs employés est officiellement de 60 ans, le pouvoir a depuis le milieu des années 2010 mis en place un dispositif qui complique encore la vie des plus anciens. Traditionnellement, le modèle hiérarchique coréen, hérité du confucianisme, prévoit que les rémunérations évoluent avec l'ancienneté du salarié. Depuis une petite dizaine d'années, l'État a néanmoins autorisé les entreprises à réduire les rémunérations des travailleurs les plus âgés (en général, autour de 56 ans), au prétexte de favoriser l'emploi des jeunes. Ainsi les dernières années de travail – celles qui comptent pour le calcul de la retraite – sont-elles caractérisées par une fonte des salaires, parfois amputés d'un tiers. Alors que les personnes âgées de plus de 65 ans représentent la moitié de la population pauvre (10), la Corée du Sud affiche un taux de suicide vertigineux de 61,3 pour 100 000 chez les plus de 80 ans (contre 33,3 pour les personnes de 75 ans ou plus en France [11]). Devant l'hôtel de ville du quartier de Seongsu, à Séoul, une banderole a été hissée dans le cadre d'une campagne de lutte contre le suicide des personnes âgées sans travail, particulièrement préoccupant chez les hommes : « Si vous connaissez un homme seul de plus de 50 ans, prévenez votre mairie. »

A suivre

MALI/MAURITANIE

Un investissement de 900 millions \$ annoncé pour l'installation d'une ligne électrique de 1 500 km

La construction d'une ligne électrique reliant la Mauritanie au Mali fait partie du projet de ligne transsaharienne, un circuit de distribution électrique plus vaste, allant de la Mauritanie au Tchad via le Burkina Faso, le Niger et le Mali. L'institution multilatérale de financement du développement (IFD), la Banque africaine de développement (BAD) et les autorités de la Mauritanie et du Mali se sont entendues mardi 25 juillet, pour lever 900 millions de dollars dans le cadre du projet de ligne électrique transsaharienne.

Les fonds mobilisés devraient essentiellement servir à financer une partie de cet important projet d'électrification régionale, en l'occurrence, le segment qui devrait connecter la Mauritanie et le Mali, à travers une ligne à haute tension de 1 500 km.

Les parties prenantes prévoient également la construction de plusieurs parcs solaires permettant ainsi d'augmenter la capacité installée de 100 MW supplémentaires. À terme, l'initiative devrait toucher 620 000 personnes. D'après Malinne Blomberg, directrice adjointe de la BAD pour l'Afrique du Nord, le soutien au projet est en accord avec l'engagement de l'institution financière à « promouvoir une croissance verte, inclusive et durable qui améliorera de manière significative les conditions de vie des populations en Afrique ».

Abdessalam Ould Mohamed Saleh, ministre mauritanien de l'Économie et du Développement durable précise que l'initiative stimulera la croissance en permettant, entre autres, l'exploitation du potentiel du fleuve Sénégal. Notons que le projet de ligne transsaharienne est encore en phase préparatoire. Son lancement devrait être effectif une fois les différentes études préliminaires finalisées.

POUR DÉVELOPPER L'INDUSTRIE PORTUAIRE

L'Égypte signe un accord de partenariat avec CMA CGM

Pour exécuter ses plans d'envergure pour le secteur transport, l'Égypte continue de faire appel à l'expertise de grosses entreprises internationales. Un impact considérable est attendu de leur mise en œuvre.

L'armateur français CMA CGM et le ministère égyptien des Transport ont acté un accord pour renforcer la coopération en matière de transport maritime et portuaire, dans le cadre du plan directeur national visant à faire de l'Égypte une plaque tournante mondiale du commerce et de la logistique.

Cette convention porte entre autres sur le développement de la navigation maritime, des terminaux polyvalents, des navires commerciaux, des ports secs et zones logistiques reliant les ports maritimes par chemin de fer. L'accord représente une autre étape clé de la stratégie mise en œuvre par l'exécutif égyptien pour attirer l'expertise et les investissements des grandes multinationales de l'industrie du transport et de la logistique qui aideront à concrétiser les grandes ambitions du pays pour ce sous-secteur. En juin dernier, à la suite d'une rencontre avec le Dg de CMA CGM, le président égyptien, Abdel Fattah El-Sisi avait annoncé qu'un partenariat était en cours entre les deux parties pour développer et stimuler le trafic du port d'Alexandrie.

L'Égypte, dans le cadre de cette politique, a signé plusieurs accords d'investissements avec de nombreux autres grands groupes tels que le danois A.P. Møller-Maersk, l'allemand Hapag-Lloyd, l'émirati AD Ports, le saoudien National Shipping Company of Saudi Arabia (Bahri), plusieurs firmes chinoises, etc. Le canal de Suez, idéalement situé au carrefour des routes maritimes entre la Méditerranée, l'Asie et l'Afrique, constitue l'un des piliers autour desquels a été conçu le plan directeur national, une feuille de route dont la réalisation devrait renforcer l'attractivité du secteur et augmenter les sources de revenus de l'État.

TUNISIE

L'octroi du prêt du FMI plus que jamais dans l'impasse

Vitale pour le pays, une nouvelle tranche de 1,9 milliard de dollars du prêt du FMI est bloquée depuis la fin 2022.

Kais Saïed, le président tunisien, refuse les conditions mises par l'institution internationale dont la levée progressive des subventions étatiques aux produits de base, en particulier les carburants, et la restructuration d'une centaine d'entreprises publiques criblées de dettes. Sans accord, le pays pourrait être contraint de faire défaut sur sa dette en 2024.

Le désaccord sur les modalités du prêt du Fonds monétaire international (FMI) et la Tunisie est total. La dernière fois qu'il a évoqué le FMI, Kais Saïed, le président tunisien, a eu des mots cinglants. L'octroi par l'institution internationale d'un crédit crucial pour le pays, étranglé financièrement, paraît de plus en plus compromis, selon des économistes et des sources proches du dossier, cités par l'AFP.

Après avoir évoqué une « malédiction antique » pesant sur le FMI, Kais Saïed a appelé dimanche dans un discours à Rome lors du sommet international sur les migrations, à « créer une nouvelle institution financière mondiale » pour « établir un nouvel ordre humain où l'espoir remplace le désespoir ».

Des difficultés croissantes qui inquiètent l'Europe et les États-Unis

Malgré un premier feu vert de Washington en octobre dernier, les négociations avec Tunis pour un nouveau crédit du FMI de 1,9 milliard de dollars pêtinent depuis fin 2022. Un accord apporterait une bouffée d'oxygène à un pays dont les difficultés croissantes inquiètent l'Europe et États-Unis, et déclencherait d'autres financements étrangers.

Endettée à hauteur de 80% du PIB, la Tunisie a un besoin criant d'argent pour régler les salaires des fonctionnaires (680.000 dans l'administration centrale) et ses dépenses courantes. Mais Kais Saïed s'oppose aux « diktats » du FMI que sont, à ses yeux, deux mesures prévues pour obtenir le cré-

dit: une levée graduelle des subventions étatiques aux produits de base, surtout sur les carburants et la restructuration d'une centaine d'entreprises publiques criblées de dettes.

« L'accord est bloqué à cause de Kais Saïed qui rejette des réformes proposées par son gouvernement (au FMI), en particulier pour les subventions », explique à l'AFP Aram Belhadj, enseignant-chercheur à l'Université de Carthage. Avec une économie marquée par de faibles salaires, le pays a instauré dans les années 1970 une « Caisse de compensation » à travers laquelle l'État achète des produits de première nécessité pour les réinjecter à bas prix sur le marché. Pour l'expert, « si d'ici fin août, il n'y a pas de clarification de la position de la Tunisie, l'accord FMI sera enterré une fois pour toute ».

« Les négociations sont complètement à l'arrêt, c'est Tunis qui bloque », confirme à l'AFP l'économiste Ezzedine Saidane, soulignant que le président tunisien « a vu dans ces réformes des choses qui le pénaliseraient politiquement ».

Plutôt des taxes qu'une réduction des subventions

Le directeur du département régional du FMI, Jihad Azour, a indiqué à la mi-avril n'avoir reçu « aucune demande de Tunis pour la révision de son programme ». « Depuis, il ne se passe plus rien », confie à l'AFP une source proche du dossier.

Début juin, Kais Saïed avait de nouveau exclu de toucher aux subventions, annonçant à la place des taxes « pour prendre l'ex-cédent d'argent aux riches et le donner aux pauvres ». Plus simple à dire qu'à réaliser: le déficit public (8% du PIB) provenait en totalité en 2022 des « compensations » étatiques, et aux deux tiers des subventions énergétiques après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 qui a fait flamber les cours du pétrole. « Il n'y a pas grand chose qui puisse remplacer le relèvement

progressif des prix à la pompe prévu par le programme du FMI », estime la source informée. Pour sa part, Ezzedine Saidane déconseille une hausse des taxes alors que le pays, « avec la pression fiscale la plus élevée d'Afrique », est déjà « à la limite ».

Si la Tunisie décide de se passer du FMI, peut-elle tenir ou fera-t-elle défaut en cessant de rembourser ses dettes ? Pour 2023, le pays peut faire face à des échéances estimées à 21 milliards de dinars dont 12 milliards en devises (environ 4 milliards d'euros), grâce au tourisme, aux envois de la diaspora, aux exportations de phosphates et à la baisse du coût de l'énergie, selon les économistes. « Mais en l'absence d'accord, la situation va devenir de plus en plus difficile. Le risque de défaut sera très grand en 2024 et 2025 », juge Aram Belhadj. L'État tunisien « semble avoir fait le choix de privilégier le remboursement de sa dette. Mais aux dépens de l'approvisionnement en produits de base », souligne Ezzedine Saidane. Ces derniers mois ont déjà été marqués par des pénuries sporadiques de farine, de riz, de sucre ou d'essence, se traduisant par des rayons vides ou de longues queues devant certains magasins.

Aucun nouvel investissement

Cette crise financière a d'autres conséquences néfastes. L'État ne peut pratiquement financer aucun nouvel investissement, ce qui condamne la Tunisie à stagner, avec une croissance faible, d'environ 2%, et un chômage supérieur à 15%. Pour financer ses dépenses, il sollicite aussi de plus en plus les banques locales, minant leur réputation à l'international: quatre d'entre elles ont vu leur note dégradée en début d'année par l'agence Moody's.

DUBAÏ AUX FOURNEAUX

La stratégie gastronomique de l'eldorado du luxe

Lorsqu'on lui a proposé il y a cinq ans de s'installer à Dubaï, le chef français Renaud Dutel a hésité à rejoindre le riche émirat du Golfe, plus connu pour ses gratte-ciel scintillants que pour sa culture culinaire. Pour ce cuisinier formé dans de prestigieux établissements français, la métropole érigée en plein désert qui abrite 3,5 millions d'habitants, dont 90% d'expatriés, n'apparaissait pas comme un choix de carrière évident. Aux commandes du STAY by Yannick Alléno, auréolé de deux étoiles par le célèbre guide Michelin, le jeune chef originaire de Montluçon (centre de la France) se réjouit aujourd'hui d'avoir « pris le risque ».

"Dubaï est encore au début mais elle est en bonne voie pour devenir l'une des meilleures destinations au monde pour manger", affirme-t-il.

Avec plus de 13.000 restaurants et cafés représentant plus de 200 nationalités différentes, l'émirat a toujours vanté la diversité de son offre, bien qu'aucun de ces établissements n'ait jusqu'à présent décroché les trois étoiles, distinction suprême du guide Michelin.

Mais avec l'arrivée ces deux dernières années de guides gastronomiques réputés tels que le Michelin, Gault et Millau ou le World's Best 50 Restaurants, Dubaï veut précisément se positionner comme un "hub gastronomique", assure Issam Kazim, directeur d'un organisme public chargé de promouvoir l'émirat.

Si elle a accueilli 14 millions de touristes en 2022, rien ne prédestinait pourtant cette ville à viser un tel titre, contrairement à d'autres régions du monde arabe, du Levant au Maghreb, aux cultures culinaires renommées.

« Volontarisme politique »

Le Golfe n'a connu ni histoire de cours royales, qui favorisent l'épanouissement d'une grande cuisine, ni processus de "gastronomisation" des traditions culinaires, explique Loïc Bienassis, chargé de mission scientifique à l'Institut européen d'histoire et des cultures de l'alimentation, basé en France.

Mais "tout est peut-être à faire et le volontarisme politique peut jouer un rôle", ajoute-t-il.

Si la cuisine émiratie, qui associe les saveurs de la péninsule arabique aux épices asiatiques, est très loin de trôner en tête des classements, Dubaï mise surtout sur son brassage culturel pour développer une identité culinaire singulière.

Et le secteur de la restauration a connu un essor phénoménal, porté par la stratégie de diversification économique de l'émirat, moins riche en pétrole que ses voisins du Golfe. En s'imposant comme la capitale des affaires et du tourisme de luxe au Moyen-Orient, Dubaï a attiré des stars de la cuisine comme les Français Yannick Alléno et Pierre Gagnaire, le Britannique Gordon Ramsay, le Japonais Nobu Matsuhisa ou encore l'Italien Massimo Bottura.

L'avocat et blogueur culinaire émirati Habib Al Mulla, qui a évalué plus de 700 établissements dans le monde, témoigne de cette évolution, où jusque dans les années 2000, les plats se dégustaient essentiellement à domicile. Depuis 2020, « nous sommes entrés dans une troisième phase », marquée par l'arrivée des "gourous" de la critique gastronomique et l'émergence d'une "nouvelle génération de chefs élevés à Dubaï", affirme Habib Al Mulla.

EN AFRIQUE

La fabrication locale des smartphones peut être une option viable avec l'appui fiscal des gouvernements

Alors que près de 700 millions d'Africains ne sont pas encore connectés à Internet, l'allègement des charges fiscales des usines d'assemblage locales pourrait les aider à produire des smartphones abordables. Mais d'autres alternatives existent pour augmenter l'adoption des appareils adaptés au haut débit.

La fabrication des smartphones abordables en Afrique reste un processus onéreux étant donné que les investisseurs qui s'aventurent dans ce domaine ne maîtrisent pas l'intégralité de la chaîne de valeur, mais la suppression des charges fiscales pesant sur les producteurs locaux pourrait constituer une option viable pour réduire le coût de ces appareils, selon un rapport publié le 24 juillet par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « Fabriquer des smartphones en Afrique, une stratégie gagnante ou une fausse bonne idée ? », le rapport souligne que l'accès des Africains à des appareils mobiles adaptés au haut débit est indispensable pour engranger les dividendes de l'économie numérique qui pourrait représenter 5,2% du produit intérieur brut (PIB) du continent à l'horizon 2025, soit un peu plus de 180 milliards de dollars, avant d'atteindre 712 milliards de dollars à l'horizon 2050.

Mais cet accès n'est pas chose aisée pour la majorité de la population africaine au regard de son pouvoir d'achat et des prix de vente des smartphones. Alors que la Banque mondiale estime que 85% des Africains vivent avec moins de 5,50 dollars par jour, l'Union internationale des télécommunications (UIT) souligne que les smartphones dans les pays pauvres et en développement, notamment en Afrique, sont encore très chers. Sur certains marchés, il faut déboursier près de 60 % du revenu mensuel pour en posséder. Malgré les tentatives des grands fabricants comme Apple, Samsung, Huawei ou encore Transsion de proposer des smartphones low-cost, ces appareils restent encore inaccessibles pour beaucoup d'Africains. Cela explique d'ailleurs pourquoi près de 700 millions d'Africains ne sont pas encore connectés à Internet alors que le taux de couverture mobile avoisine 90%. Compte tenu de ce nombre important de personnes qui restent à équiper, plusieurs investisseurs ont flairé le bon coup et se sont de nouveau lancés dans la production

locale d'appareils mobiles adaptés au haut débit après quelques échecs enregistrés entre 2012 et 2016.

Des coûts de production élevés

Ces investisseurs ambitionnent de produire des smartphones adaptés aux capacités financières des populations locales, et donc moins coûteux que ceux proposés par les grandes marques qui contribuent encore à l'exclusion numérique de plusieurs centaines de millions d'Africains. Il ne s'agit pas encore de fabrication locale de smartphones, mais de montage local. La fabrication sous-entend la production sur le continent de toutes les composantes physiques indispensables à la confection d'un smartphone, ce qui requiert des ressources importantes, notamment des laboratoires de recherches et développement, des chaînes de fabrication de pièces, etc. Parmi ces initiatives africaines, le rapport élaboré par notre confrère Muriel Edjo cite celle de la société angolaise LiraLink Tecnologia, qui s'est alliée à l'entreprise chinoise ZTE pour implanter une usine de smartphones en Angola. L'usine de montage, qui doit être opérationnelle en 2024, se focalisera sur la production d'appareils 4G et 5G.

En mai dernier, l'opérateur télécoms kényan Safaricom dévoilait déjà son ambition d'investir dans une usine de montage de smartphone en association avec sa concurrente Jamii Telecommunications et l'entreprise chinoise Shenzhen TeleOne Technology.

Le regain d'intérêt des investisseurs pour la production locale est survenu dès 2019, grâce à l'adoption rapide de nouvelles technologies mobiles (4G, 4G+) et à l'augmentation de la consommation des données mobiles qu'elle a suscitée. Il s'est renforcé en 2020 avec l'explosion de la consommation induite par la pandémie du coronavirus.

Les avis restent cependant partagés sur l'efficacité de la production locale de smartphones pour améliorer l'inclusion numérique.

Le Kenya montre la voie à suivre

La réduction des charges fiscales des producteurs locaux peut cependant constituer une mesure clé pour parvenir à un appareil fabriqué localement et abordable. Le Kenya s'est déjà engagé sur cette voie sous l'impulsion du président William Ruto, qui a fait de l'accès de tous à un smartphone de qualité de moins de 50 dollars une mission pour favoriser l'inclusion numérique dans son pays.

« Le smartphone le moins cher coûte entre 10 000 shillings kényans (Ksh) (72 \$) et 15 000 Ksh (108 \$). Nous pouvons réduire les taxes à 3000 Ksh (22 \$), ce qui donnera le prix final du smartphone assemblé localement entre 6500 Ksh (47 \$) et 7000 Ksh (51 \$) », avait déclaré le dirigeant kényan en novembre 2022.

Safaricom Venture a indiqué dans ce cadre qu'il faudrait supprimer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation, l'accise sur les téléphones mobiles assemblés ou fabriqués localement et la TVA sur la sortie de l'appareil pour épouser la vision présidentielle.

La suppression de ces taxes semble déjà avoir été prise en compte puisque M. Ruto a déclaré le 30 juin dernier, lors du lancement de la plateforme des services numériques du gouvernement, que « nous sommes sur la bonne voie avec nos opérateurs téléphoniques pour nous assurer que d'ici le mois d'août 2023, nous aurons des smartphones abordables ».

Alternatives

Outre l'allègement des charges fiscales pour les producteurs locaux, le rapport indique qu'il existe plusieurs autres alternatives pour mettre le smartphone entre les mains d'un plus grand nombre d'Africains. Il s'agit notamment de la réduction de la fiscalité imposée sur les smartphones importés comme le font déjà le Tchad, l'Algérie ou encore le Sénégal, de l'adoption par les opérateurs de programmes d'achat à crédit des appareils, et du subventionnement par les gouvernements de l'acquisition de smartphones par des groupes de populations moins favorisés, à travers le fonds de services universels des télécommunications.

DANS LA RÉGION OCCIDENTALE D'ICI LA FIN 2023

Le Ghana veut polliniser manuellement 43 000 hectares de cacaoyer

Le Ghana est le second fournisseur mondial de cacao après la Côte d'Ivoire. Alors que dans ce dernier pays l'offre annuelle de la fève dépasse les 2 millions de tonnes, l'ex-Gold Coast n'arrive toujours pas à franchir la barre des 1 million de tonnes.

Au Ghana, le conseil du cacao (Cocobod) veut polliniser manuellement 43 000 hectares de plantation de cacao dans le sud-ouest de la région occidentale avant la fin de l'année. C'est ce qu'a révélé Samuel Osei, directeur régional de l'organisme public qui se confie au quotidien News Ghana le 25 juillet.

L'initiative fait partie des différentes mesures adoptées dans le cadre du Programme d'amélioration de la productivité de la filière cacao (PEPs). Ce programme mis en œuvre par le Cocobod depuis 2019 ambitionne de faire passer le niveau de production annuel de la filière ghanéenne au-delà de la barre de 1 million de tonnes par an contre une moyenne de 800 000 tonnes enregistrée au cours des dix dernières années.

Si dans un environnement naturel un cacaoyer produit entre 20 et 50 cabosses, il convient de noter que la pollinisation manuelle a été introduite pour augmenter ce nombre à au moins 200 cabosses par arbre. Pour l'heure, M. Osei indique que seulement 8 579,48 hectares de plantation de cacao, soit environ 21 % de la superficie ciblée dans le sud-ouest de la région occidentale, ont déjà été pollinisés artificiellement au profit de près de 6000 agriculteurs. « Les perspectives sont très prometteuses compte tenu des conditions météorologiques favorables que nous connaissons actuellement », souligne le responsable. Pour la suite des opérations, le Cocobod compte notamment sur un effectif de 313 agents de vulgarisation communautaire pour accompagner les agriculteurs dans la réalisation du projet. Au Ghana la récolte de cacao est attendue sur une hausse de 23 % pour s'établir à 850 000 tonnes au terme de la campagne de 2022/2023.

NIGERIA

Le gouvernement mobilise 500 millions de dollars pour transformer la production alimentaire

Les fonds, qui ont été levés auprès de banques multilatérales de développement et d'institutions financières internationales, serviront à soutenir l'innovation, à développer la chaîne de valeur agroalimentaire et à créer des zones spéciales de transformation agro-industrielle.

Le gouvernement nigérian a mobilisé plus de 500 millions de dollars pour transformer la production alimentaire dans le pays le plus peuplé d'Afrique, a annoncé le vice-président Kashim Shettima (photo) dans un communiqué ce mardi 25

juillet.

« Les fonds proviennent de sources telles que les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales. Ils seront utilisés pour financer la transformation du système alimentaire, soutenir l'innovation, développer la chaîne de valeur agroalimentaire et créer des zones spéciales de transformation agro-industrielle », a-t-il précisé dans ce communiqué rendu public en marge du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +2, qui se tient à Rome. Le président nigérian

Bola Tinubu avait déclaré, le 13 juillet, l'état d'urgence sur la sécurité alimentaire pour permettre à l'État de prendre des mesures exceptionnelles afin de renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement, alors que le pays de plus de 200 millions d'habitants est aux prises avec une inflation qui a atteint son plus haut niveau depuis deux décennies. Selon le Bureau national des statistiques (NBS), le taux d'inflation des produits alimentaires a atteint 24,82 % en glissement annuel en mai 2023 contre 19,50 % en mai 2022, en raison no-

tamment de la hausse des prix de l'huile de table, de l'igname et d'autres tubercules, du pain et des céréales, du poisson, des pommes de terre, des fruits, de la viande, des légumes et de l'alcool. Les mesures envisagées par les autorités pour améliorer la sécurité alimentaire comprennent, entre autres, le défrichement de forêts pour les remplacer par des terres agricoles, la fourniture d'engrais et de céréales aux agriculteurs et l'amélioration de la sécurité dans les provinces agricoles.

CAC 40

Prises d'initiatives
limitées en amont de la
Fed

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note de prudence mercredi matin, les prises d'initiatives restant limitées à quelques heures seulement des décisions de politique monétaire de la Fed. Vers 8h15, le contrat à terme sur l'indice CAC 40 - échéance août - lâche 42,5 points à 7392,5 points, laissant entrevoir une poursuite du léger mouvement baissier à l'oeuvre depuis le début de la semaine.

Au terme des deux jours de réunion de son comité de politique monétaire (FOMC), la Réserve fédérale américaine publiera son communiqué à 20h00, qui sera suivi d'une conférence de presse très attendue de son président Jerome Powell. Si une hausse de taux de 25 points de base semble largement acquise, les investisseurs seront à l'affût de tout indice les renseignant sur la probabilité d'une nouvelle hausse de taux d'ici à la fin de l'année.

Il y a quelques semaines encore, le marché s'attendait (...) à une hausse supplémentaire en septembre, rappelle Clément Inbona, gérant chez La Financière de l'Échiquier.

«Désormais, rien n'est moins sûr depuis la bonne surprise du dernier chiffre d'inflation américaine», souligne l'analyste. Le déluge de résultats trimestriels attendu au cours de la journée va également permettre aux investisseurs de se faire une idée sur l'état de l'économie et constituer un facteur déterminant de la tendance.

Les comptes de Meta, Coca-Cola, Boeing, Airbus, Porsche, Rio Tinto, AT&T, Equinor, GSK, Stellantis, Orange, Carrefour, Puma et Mattel sont notamment attendus dans les heures qui viennent.

Très surveillées, les performances des géants technologiques Alphabet et Microsoft ont réservé hier soir de bonnes surprises, mais aussi quelques motifs de préoccupation.

Alphabet a ainsi engrangé un bénéfice net par action de 1,44 dollar au deuxième trimestre, contre un consensus de 1,34 dollar, avec un chiffre d'affaire qui a également dépassé les attentes. Le titre prenait plus de 6% dans les cotations d'après-Bourse. Microsoft a de son côté publié un BPA de 2,69 dollar, supérieur au consensus qui le donnait à 2,55 dollar, mais la croissance de sa division 'cloud' a déçu, ce qui fait que le titre perdait plus de 3% en cotations électroniques.

Sur le compartiment obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américain à 10 ans subit quelques tensions et remonte à 3,91% en attendant le verdict de la Fed.

Sur le marché des changes, l'euro tente de se reprendre vers 1,1065 face au dollar après avoir essuyé cinq séances consécutives de repli face au billet vert.

Sur le front du pétrole, les cours du brut consolident un peu après leur récente séquence haussière qui leur a permis de rebondir de plus de 7% en un peu plus d'une semaine.

JAPON

La Bourse de Tokyo a campé sur ses positions en attendant la Fed

La Bourse de Tokyo a fini proche de l'équilibre mercredi, prudente comme la veille en attendant la décision monétaire et le ton que prendra la Réserve fédérale américaine (Fed) plus tard dans la journée.

L'indice vedette Nikkei a stagné (-0,04% à 32.668,34 points) et l'indice élargi Topix a perdu 0,1% à 2.283,09 points. À la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng reculait (-0,53% vers 06H20 GMT) après son bond de la veille.

Les marchés financiers ont déjà intégré une très probable hausse des taux de la Fed, mais les commentaires de son patron Jerome Powell sur la croissance et l'inflation restent très attendus.

Le suspense perdure par ailleurs sur le choix que fera vendredi la Banque du Japon (BoJ). L'institution devrait fortement relever sa prévision d'inflation au Japon pour l'exercice en cours 2023/24, ce qui devrait rendre le maintien de sa politique monétaire ultra-accommodante encore plus difficile à justifier que jusqu'à présent. Comme elle affaiblit le yen, la politique actuelle de la BoJ est favorable pour les valeurs exportatrices japo-

naïses et la Bourse de Tokyo en général.

Accords définitifs signés entre Renault et Nissan

Après des mois de retard, Renault et Nissan (-1,23%) ont signé mercredi les accords définitifs sur la refonte de leur alliance, qui prévoient un rééquilibrage à parts égales de leurs participations croisées et un investissement de jusqu'à 600 millions d'euros du constructeur japonais dans Ampere, la future filiale électrique du français. Nissan s'était engagé en février à prendre jusqu'à 15% du capital d'Ampere, mais le montant n'avait pas été fixé à l'époque. Il s'avère inférieur à ce qui était initialement attendu. Nissan devait publier ses résultats trimestriels dans la foulée ce mercredi. Sur le marché des devises, le cours dollar/yen était quasi inchangé avant la Fed, à 140,92 yens pour un dollar vers 06H15 GMT. L'euro montait légèrement à 155,90 yens (+0,08%) et la monnaie européenne se négociait pour 1,1066 dollar (+0,1%). Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain cédait 0,57% à 79,18 dollars vers 06H10 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord reculait de 0,51% à 83,21 dollars.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes sous pression
face à une salve de résultats

Les Bourses européennes ont entamé la séance en baisse mercredi, assimilant de nombreux résultats d'entreprises dont certains ont déçu, comme celle de la première capitalisation boursière du continent LVMH.

Paris reculait de 0,85%, plombée par le secteur du luxe, Londres de 0,03% et Francfort de 0,12% tandis que Milan prenait 0,31 vers 07H15 GMT.

En Asie, après son bond de plus de 4% mardi, Hong Kong reculait de 0,29% dans les derniers échanges et Shanghai de 0,28%. Tokyo a cédé 0,04%. Aux États-Unis, le Dow Jones a terminé une douzième séance d'affilée en hausse (+0,08%) mardi. L'indice technologique Nasdaq a aussi progressé (+0,61%), avant les résultats de deux de ses géants, Microsoft, dont les échanges électroniques après la clôture présagent d'une ouverture en nette baisse, et Alphabet, dont les performances étaient à l'inverse saluées.

Outre l'actualité des entreprises, les investisseurs sont aussi concentrés sur les réunions des banques centrales de la semaine. La Réserve fédérale (Fed) américaine doit rendre sa décision de politique monétaire à 18H00 GMT. «Étant donné qu'une hausse du taux directeur est clairement prévue, la question la plus importante pour les marchés sera de savoir si la déclaration et la conférence de presse indiquent quoi que ce soit sur la probabilité de nouvelles hausses de taux à l'avenir», résumait les analystes de Deutsche Bank.

FRANCE

La Bourse de Paris attendue en baisse, nombreux résultats à digérer

La Bourse de Paris est attendue en baisse à l'ouverture mercredi, alors que le marché doit assimiler de nombreux résultats d'entreprises, dont ceux jugés un peu décevants du géant mondial du luxe LVMH, avant la décision de la banque centrale américaine (Fed). Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 reculait de 0,60% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Il avait terminé légèrement en baisse les deux premières journées de la semaine. L'indice phare parisien entre dans le gros des résultats d'entreprises. Mardi, après la clôture, ceux du poids lourd LVMH ont plutôt déçu les analystes.

Au-delà de cette actualité micro-économique dense, les investisseurs attendent la conclusion de la réunion de la Réserve fédérale améri-

Jeudi, ce sera au tour de la Banque centrale européenne (BCE) de se réunir. «Communiquer la fin du cycle de hausse trop pourrait entraîner une spirale salaires-prix auto-réalisatrice (...), tandis qu'une hausse plus importante pourrait conduire à une récession non désirée», estiment les analystes de Vontobel.

Le luxe souffle

Le secteur du luxe, poids lourd à Paris comme en Europe, reculait après les résultats du leader mondial LVMH. Si le bénéfice a progressé de 30% au premier semestre, les analystes ont vu dans le repli des ventes aux États-Unis «le début d'une transition de style d'investissement» pour le secteur, d'une croissance forte permanente à une normalisation de la tendance, selon Luca Solca, analyste de Bernstein. LVMH reculait de 3,56%, Hermès de 1,67%, Kering de 1,32% à Paris, Burberry de 1,47% à Londres, Moncler de 1,78% à Milan.

La deuxième banque italienne UniCredit a relevé ses prévisions de résultats pour l'année après un bénéfice de 2,3 milliards d'euros au deuxième trimestre (+14,9%), supérieur aux attentes. La progression est similaire pour Santander (+14%), à 2,6 milliards d'euros et Lloyds (+17%, à environ 3 milliards d'euros),

dopées par les hausses des taux d'intérêt. UniCredit gagnait 2,53%, Santander était en légère baisse de 0,17%, Lloyds reculait de 3,19%. À l'inverse, le bénéfice de Deutsche Bank (-1,44% en Bourse) a reculé de 27% sur les trois derniers mois, à 763 millions d'euros au deuxième trimestre, lésée par d'anciens litiges. À Londres, la banque Natwest reculait de 2,51% après la démission de la directrice générale Alison Rose, qui avait évoqué avec un journaliste de la BBC les affaires bancaires de l'europhobe Nigel Farage, dont la fermeture des comptes fait polémique au Royaume-Uni.

Uniper bondit

Le gazier allemand Uniper, nationalisé l'an dernier après les coupures de livraisons de gaz russe, a rehaussé mardi ses prévisions après «des résultats extraordinairement forts au premier semestre». Son action en Bourse s'envolait de 24,45% à 6,31 euros, bien loin toutefois de son niveau de début 2022 (autour de 40 euros).

Le pétrole reculait après quatre séances de hausse, avec une baisse de 0,36% à 83,28 dollars le baril pour le Brent vers 07H00 GMT et de 0,37% à 79,26 dollars le baril de WTI américain, qui avait fini mardi à son plus haut depuis mi-avril.

Cours du : 26 Juillet 2023
Valeur : 28 Juillet 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.8564	134.8714
1	EUR EURO	149.2456	149.2892
1	GBP POUND STERLING	173.9858	174.0501
100	JPY JAPANESE YEN	95.8468	95.8779
1	CNY CHINESE YUAN	18.8668	18.8708
1	CHF SWISS FRANC	156.4278	156.5178
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.2414	102.2838
1	DKK DANISH KRONE	20.0318	20.0371
1	SEK SWEDISH KRONA	13.0163	13.0204
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.3878	13.3933
1	AED UAE DIRHAM	36.7136	36.7207
1	SAR SAUDI RIYAL	35.9492	35.9571
1	KWD KUWAITI DINAR	439.2717	439.7502
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7713	44.2112
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.8552	13.8567
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1979	28.3421
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5648	3.5652
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.2267	181.2267

GRÈCE

Nouvelle hausse du mercure, les îles touristiques toujours ravagées par les incendies

Une nouvelle hausse du mercure menace mercredi la Grèce où les incendies continuent de ravager les îles de Rhodes, de Corfou et d'Eubée, après avoir causé la veille la mort de trois personnes dont deux pilotes de l'armée de l'air qui luttait contre les flammes.

Le pourtour méditerranéen est frappé par des incendies parfois meurtriers. En Algérie, les pompiers poursuivent leurs efforts dans le Nord-Est où les incendies ont fait au moins 34 morts depuis dimanche. En Italie, trois personnes âgées sont mortes en Sicile.

En Croatie, un feu s'est déclaré mercredi près de Dubrovnik, haut lieu historique et touristique. Dans l'île de Corse (Sud-Est de la France), les pompiers ont lutté toute la nuit contre un virulent incendie et la situation s'améliorait mercredi matin. En Grèce, après un répit lundi, une nouvelle vague de chaleur avait commencé mardi avec des températures de 42°C dans le centre et le Sud et elles vont encore grimper mercredi "jusqu'à 45°C" dans ces régions "avant une baisse de 5 degrés" prévue jeudi, selon le service national de météorologie, EMY.

En Attique, la région d'Athènes qui souffre depuis plus de dix jours, le thermomètre va atteindre "entre 43°C et 44°C", selon la même source.

Le site archéologique de l'Acropole d'Athènes va fermer ses portes mercredi à 11H00 locales (08H00 GMT) en raison des températures élevées sur le Rocher

sacré, monument le plus visité du pays, selon le ministère de la Culture.

Tous les sites archéologiques du pays resteront fermés mercredi aux heures les plus chaudes de la journée, entre 12H00 locales (09H00 GMT) et 17H00 locales (14H00 GMT), comme la semaine dernière, lors de la première vague de la canicule en pleines vacances d'été.

Coutumière des vagues de chaleur estivales, la Grèce est située en Méditerranée orientale, l'un des "points chauds" du réchauffement climatique, et connaît actuellement l'une des plus longues canicules de ces dernières années, selon des experts de l'EMY.

Dimanche, la température a enregistré une pointe de 46,4°C à Gythio, dans la péninsule du Péloponnèse (Sud-Ouest).

Selon l'Observatoire national d'Athènes, le record absolu dans la capitale a été enregistré en juin 2007, avec 44,8°C. Au plan national, il a été établi en juillet 1977 avec 48°C à Elefsina, près d'Athènes.

- Deuil -

Sur le front des feux qui ravagent le pays depuis plus de dix jours, de violents incendies continuent de ravager les îles touristiques de Rhodes dans le Sud-Est de la mer Égée, à Corfou à l'autre extrémité du

pays en mer Ionienne (Nord-Ouest) et en Eubée, près d'Athènes.

Au moins une centaine de sapeurs-pompiers continuaient mercredi leur lutte contre les flammes en Eubée où deux pilotes de l'armée de l'air grecque sont morts la veille alors que leur bombardier d'eau s'est écrasé dans un ravin.

"Ils ont perdu la vie en sauvant des vies", a déclaré le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis. Un deuil de trois jours a été décrété par l'état-major grec.

C'est également sur cette île qu'a été retrouvé le corps carbonisé d'une troisième victime. La police s'est rendue sur place pour vérifier s'il s'agit d'un berger porté disparu depuis dimanche.

À Rhodes, 266 pompiers épaulés de trois hélicoptères et deux avions tentent toujours de circonscrire les flammes. Le feu brûle pour la neuvième journée d'affilée et des milliers de touristes avaient été évacués le week-end dernier.

La colère des habitants, surtout dans la partie Sud de cette île touristique, ne cesse de monter ces derniers jours.

"Une semaine qu'on n'a ni électricité, ni eau, ni téléphone", se plaint Vassilis, attaché dans sa taverne désertée et qui n'a pas souhaité donner son nom de famille.

CONSTRUCTION NAVALE

Trois sociétés veulent développer des navires marchands à propulsion nucléaire

Trois entreprises, Newcleo, Fincantieri et Rina ont conclu un accord pour développer des mini-réacteurs nucléaires à embarquer sur des navires de marine marchande afin de contribuer à leur décarbonation, ont annoncé ces sociétés mardi.

Au terme de cet accord, la start-up nucléaire anglo-franco-italienne Newcleo, et les italiens Fincantieri (chantiers navals) et Rina (certification des navires) s'associent pour "réaliser ensemble une étude de faisabilité sur

les applications nucléaires dans le secteur du transport maritime, notamment sur la technologie des petits réacteurs modulaires (Small Modular Reactors - SMR) refroidis au plomb". Cette technologie de réacteurs de 4e génération, proposée par Newcleo, vise l'utilisation de déchets nucléaires comme combustible.

Décarboner l'énergie nucléaire

Le déploiement du réacteur rapide refroidi au plomb (Lead Fast Reactor - LFR) innovant de

Newcleo pour la propulsion navale implique de placer un mini-réacteur embarqué sur les navires comme une petite batterie nucléaire produisant une puissance électrique de 30 MW", expliquent les sociétés dans leur communiqué conjoint.

Cet équipement nécessiterait un ravitaillement peu fréquent (seulement une fois tous les 10 à 15 ans), une maintenance très limitée et un remplacement "facile" en fin de vie, expliquent les partenaires.

Loin des puissants réacteurs nu-

cléaires existant aujourd'hui (qui font 1.000 MW ou plus), les SMR sont au cœur d'une course au développement dans le monde, mais aucun ne s'est encore matérialisé.

L'utilisation de l'énergie nucléaire pour alimenter les navires contribuerait à "décarboner rapidement un secteur confronté à une énorme consommation de combustibles fossiles et aux émissions de gaz à effet de serre qui en découlent", font valoir les sociétés, qui ne communiquent cependant pas de calendrier.

SUISSE

Les analystes un peu plus pessimistes pour l'économie helvétique

Le tableau dressé par les analystes quant aux perspectives de l'économie helvétique reste sombre. Toutefois, les prévisions d'inflation pour l'année en cours et la prochaine continuent de se rapprocher de la cible de la Banque nationale suisse (BNS), sous les 2%.

L'indice CS CFA concocté par Credit Suisse s'est établi à -32,6 points en juillet, se détériorant marginalement par rapport à juin (-30,8 points), selon le document publié mercredi. Les récentes données américaines, qui se sont révé-

lées robustes, n'ont pas réussi à inverser la tendance chez les analystes interrogés quant à leurs projections sur les six prochains mois. Les perspectives restent moroses quant aux partenaires les plus importants des exportations helvétiques, la zone euro et les Etats-Unis. Dans ce domaine, les attentes s'assombrissent.

Comparé à avril, les experts tablent sur une croissance du produit intérieur brut suisse légèrement plus solide, à 1,4% après 1,2%. En revanche, la moyenne des prévisions pour 2024 est tombée à 1,4% contre 1,6% il y a trois mois.

Un peu moins de la moitié des sondés tablent sur une inflation entre 1 et 2% en Suisse cette année, quand 42% d'entre eux visent une fourchette entre 2 et 3%. Dans l'ensemble, les projections sont inférieures à celles d'avril. La moyenne a diminué à 2,3% contre 2,6% il y a trois mois. Pour 2024 aussi, les prévisions sont plus modérées: en moyenne, un taux de 1,8% est escompté, soit dans la cible de la BNS, alors qu'il était encore situé à 2% en avril.

En tout, 43 analystes ont participé à l'enquête ce mois-ci.

JAPON

Chute record de la population en 2022

Le Japon a connu une baisse record de sa population de nationaux en 2022, selon des données gouvernementales publiées mercredi, alors que le gouvernement nippon multiplie des mesures pour tenter de redresser le très faible taux de natalité.

Le nombre d'habitants de nationalité japonaise était de 122,42 millions au 1er janvier 2023, soit quelque 800.500 personnes de moins par rapport à 2021, selon un rapport du ministère des Affaires intérieures.

Cette diminution de 0,65% est la plus importante depuis 1968, année depuis laquelle des statistiques

comparables sont disponibles, a ajouté le ministère. Et pour la première fois, tous les 47 départements du pays ont enregistré une baisse de leur population.

De nombreux pays industrialisés observent un déclin de leurs taux de natalité, mais la tendance est particulièrement prononcée dans l'archipel nippon, où la population ne cesse de diminuer depuis 14 ans d'affilée.

Le pourcentage d'habitants âgés de 65 ans et plus au Japon (environ 30%) est le deuxième le plus élevé au monde après Monaco.

En revanche, la population des résidents étrangers dans le pays a augmenté de 289.498 personnes l'an-

née dernière, soit une augmentation de 10,7%, et le total atteint presque trois millions de personnes, un niveau record.

Cette forte augmentation a également coïncidé avec l'allègement des restrictions aux frontières du Japon liées au Covid-19 à partir de l'an dernier.

Le Japon a des règles relativement strictes en matière d'immigration, mais le gouvernement les assouplit progressivement pour faire face aux problèmes de pénurie de main-d'œuvre.

Le Premier ministre Fumio Kishida a estimé en janvier dernier que le Japon était "à la limite de l'incapacité de pouvoir continuer à fonctionner en tant que

société". L'archipel a enregistré moins de 800.000 naissances en 2022, un plus bas historique, selon des chiffres publiés plus tôt cette année.

"La diminution du nombre d'enfants et de la population est une question importante qui implique les aspects sociaux, économiques et de protection sociale du Japon", a rappelé mercredi Hirokazu Matsuno, porte-parole du gouvernement, lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement s'efforcera d'"inciter les femmes et les personnes âgées à entrer sur le marché du travail" à travers les changements de modes de travail et des réformes du marché de l'emploi, a-t-il ajouté.

DEVISES

Faiblesse à exploiter sur la livre sterling

Après la décrue de l'inflation aux Etats-Unis, c'est au tour de la Grande-Bretagne d'observer la même tendance au point de tenir quelque peu l'attrait de sa devise nationale. Il apparaît pourtant trop tôt pour envisager un réel retournement de tendance. Les britanniques l'attendaient depuis longtemps : l'inflation, telle que mesurée par le CPI, est ressortie en-deçà des attentes sur juin à +0.1% vs.

+0.4% attendu soit une légère décrue en rythme annuel de 8.7% à 7.9% conte une estimation de +8.2%. Alors, où les niveaux sont encore largement trop élevés pour crier victoire mais les investisseurs préfèrent s'attacher à la tendance plutôt qu'aux niveaux absolus. De fait, les anticipations vont bon train quant au ralentissement du rythme de hausse des taux par la Banque d'Angleterre avec pour corollaire une baisse de la livre sterling. Si cette dernière s'est offert une belle respiration sur la semaine passée, il nous semble néanmoins prématuré d'envisager un retournement de tendance. Autrement dit, nous vous invitons à profiter de la faiblesse actuelle pour renforcer vos lignes sur

1.2831 et 1.2613 en vue d'une nouvelle séquence de hausse. Seule la cassure des 1.2500/2480 viendrait réellement sonner le glas de la tendance haussière en cours depuis septembre 2022. Le son de cloche est identique du côté de l'euro. Tout repli semble bon à prendre pour prendre le train de la hausse en marche.

Du côté des devises commodities, le Kiwi et l'Australie ont finalement buté sur leurs résistances respectives à 0.6390 et 0.6900. La première teste actuellement un premier soutien autour des 0.6234/09 dont la cassure viendrait ouvrir la zone des 0.6081/64. En parallèle, on surveillera les 0.6743 pour ouvrir plus de baisse sur 0.6600.

L'EURSEK a fortement chuté au cours de la première quinzaine de juillet au point de se retrouver proche d'un support important autour des 11.45, zone de confluence entre la moyenne mobile 125 jours, le bas du canal ascendant en cours depuis l'été 2022 et un support horizontal.

RENAULT

5 modèles vont prochainement disparaître !

Renault fait largement évoluer sa future gamme et quelques modèles, dont certains historiques, vont tout simplement être supprimés.



Le monde automobile est en pleine mutation et Renault doit s'adapter à ce nouveau marché. Luca de Meo a mis en œuvre le plan Renaulution pour ce faire, notamment pour la transition électrique.

Dans les années qui viennent, de nouveaux modèles seront lancés (Rafale, Renault 5, ...) mais certains vont définitivement disparaître.

Un département historique s'en va

Renault retirera jusqu'à cinq modèles de voitures de son offre, dont deux électriques. Dès cette année, la Renault Mégane RS disparaîtra. Actuellement, la version sportive de Mégane est toujours proposée, sous la forme de la Ultime, mais ce sont les derniers exemplaires limités.

Mais avec cette disparition c'est aussi toute la branche R.S. (Renault Sport) qui disparaît, après une histoire remarquable et des années à propo-

ser parmi les meilleures sportives populaires du monde.

Une disparition fort triste et un nom particulièrement connu et réputé qui ne reviendra probablement jamais. Désormais, ce rôle est dévolu, dans le groupe Renault, à Alpine. Une façon de faire connaître la marque à l'étranger. Nous verrons ainsi arriver l'Alpine A290, la version sportive de la future R5.

Des modèles plus classiques s'en vont

Un autre modèle qui disparaîtra de l'offre cette année est le Renault Koleos. Cela ne concerne néanmoins pas le marché français, le modèle ayant déjà cédé sa place à l'Austral, nettement plus moderne. Néanmoins, le Koleos va disparaître de tous les marchés.

Le dernier modèle à disparaître cette année est le Twizy. Ce modèle était une excellente idée de Renault, qui a eu 2 défauts majeurs. Premièrement, il était trop en avance sur son temps et,

deuxièmement, il manquait de confort pour séduire (amortissement ferme, portes incomplètes, etc.).

Néanmoins, Renault n'abandonne pas ce marché qui prend de l'essor et le rôle sera repris par la Mobilize Duo.

Si la Zoe a largement aidé le constructeur dans le développement de l'électrique, elle n'aura tout de même pas le droit de continuer sa carrière. Ainsi, la Renault Zoé disparaîtra en 2024. Ce modèle n'aura pas de successeur direct. Néanmoins, la nouvelle Renault 5, un peu plus grande, prendra sa suite en tant que citadine tout électrique.

Une autre disparition assez triste sera la Twingo. La petite citadine du groupe, lancée en 1993 et ayant rencontré un énorme succès, n'aura pas de suite.

Comme de nombreux autres constructeurs, Renault se débarrasse des petits modèles populaires qui ne sont pas assez vecteurs de marges.

« LA MAISON BRÛLE »

Volkswagen s'attend à des mois difficiles

Lors d'une réunion avec 2000 cadres supérieurs, Thomas Schaefer, PDG de Volkswagen, a exprimé de vives inquiétudes concernant l'avenir du constructeur de Wolfsburg. Bien que des rumeurs grondent chez Volkswagen, certains se demandent si ce géant est réellement en difficulté. Le constructeur allemand a en effet toujours eu des réserves de trésorerie lui permettant de faire face à n'importe quelle crise. On se rappelle notamment de la récente crise du dieselgate, qui n'a que légèrement affecté ses comptes.

OBJECTIF : DOUBLER SA RENTABILITÉ

L'objectif prioritaire de Volkswagen est de doubler sa rentabilité opérationnelle, qui se situe actuellement autour de 3 %. Un niveau jugé insatisfaisant face à la concurrence mondiale de sociétés telles que Tesla et les marques chinoises. Pour ce faire, le constructeur allemand a lancé le plan « Road to 6.5 », visant à doubler ces résultats dans les années à venir. Cependant, la demande instable a contraint Volkswagen à réduire la production de ses véhicules électriques, notamment le SUV compact ID.4.

VOLKSWAGEN EN DIFFICULTÉ FACE À LA CONCURRENT

L'offensive menée par Tesla et les constructeurs chinois tels que BYD sur le marché de l'électrique a clairement changé la donne depuis le début de l'année. Les propos enflammés de Thomas Schaefer ont notamment révélé l'ampleur de la crise actuelle chez Volkswagen. Il met en garde contre des temps difficiles et suggère que « tout est en jeu » à l'heure actuelle. Afin de faire face à cette situation critique, Volkswagen doit économiser 10 milliards d'euros en urgence. Thomas Schaefer appelle à un gel immédiat des dépenses, soulignant que les coûts sont devenus trop élevés dans de nombreux domaines. Il critique également l'organisation interne du constructeur, la jugeant trop complexe, lente et rigide.

TROUVER RAPIDEMENT DES ÉCONOMIES

Face à cette période difficile, la marque doit agir rapidement pour trouver des économies. Le constructeur devra probablement revoir certains modèles à faible volume ou les abandonner complètement. Cette situation pourrait potentiellement entraîner une réduction des effectifs. Enfin, contrairement à d'autres marques qui n'ont choisi de ne pas communiquer sur leurs difficultés, le constructeur allemand a lui fait le choix d'afficher ouvertement ses problèmes et d'appeler à l'action immédiate.

MALGRÉ SES DIFFICULTÉS EN CHINE

Nissan relève ses objectifs de résultats annuels

Nissan a rehaussé mercredi ses prévisions de résultats annuels à la faveur d'effets de change moins négatifs que prévu et d'une stricte gestion de ses coûts, mais a abaissé son objectif de ventes en volume à cause de ses difficultés en Chine. L'allié du français Renault anticipe désormais un bénéfice net de 340 milliards de yens (2,2 milliards d'euros au cours actuel) pour son exercice 2023/24 démarré le 1er avril, contre une prévision précédente de 315 milliards de yens. Cela reviendrait à un bond de 53,2% sur un an. Nissan a aussi relevé ses prévisions annuelles de bénéfice opérationnel, attendu dorénavant à 550 milliards de yens, et de chiffre d'affaires, qui devrait s'établir à 12.600 milliards de yens (81 milliards d'euros), soit une hausse de 18,9% sur un an. «Au premier trimestre, nous avons été capables de compenser la faiblesse sur le marché chinois par nos performances dans les autres



régions, ce qui a entraîné une amélioration significative en variation annuelle», a commenté le directeur général du groupe Makoto Uchida dans un communiqué.

Environnement difficile

La reprise de la production et des ventes du groupe au Japon et en Amérique du Nord a été «particulièrement notable» sur le trimestre

écoulé, et Nissan veut «maintenir cette dynamique» au cours des prochains trimestres, a ajouté M. Uchida.

Le bénéfice net du groupe sur la période avril-juin a totalisé 105,5 milliards de yens, un résultat plus que doublé sur un an (+123,9%). Son bénéfice opérationnel trimestriel a quasiment doublé sur un an à 128,6 milliards de yens et son

chiffre d'affaires a augmenté de 36,5%.

L'ampleur de la progression de ces résultats s'explique aussi par l'environnement de marché très difficile qui régnait à la même période il y a un an, avec le confinement géant de Shanghai, la pénurie de semi-conducteurs et la flambée des prix des matières premières après le début de l'invasion russe de l'Ukraine.

La Chine, dont le marché automobile s'électrifie à grande vitesse et où la concurrence des marques locales est devenue redoutable, est le gros bémol des résultats de Nissan. Le groupe japonais anticipe désormais une chute de 23,4% de ses ventes en volume en 2023/24 sur ce marché crucial pour lui. Et il a par conséquent abaissé sa prévision annuelle de ventes mondiales en volume à 3,7 millions d'unités (+12% sur un an), contre un objectif de 4 millions d'unités formulé en mai.

EN RACHETANT L'AMÉRICAIN IMPERVA POUR 3,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Thales devient un leader mondial de la cybersécurité

Surprise ! C'est le début de la fin pour Twitter, mais pas pour le réseau social. Après l'avoir malmené depuis qu'il l'a racheté, au point de perdre la moitié des revenus publicitaires, Elon Musk a maintenant décidé de renommer Twitter pour le remplacer par la lettre X.

Un logo réalisé avec ce X a même été publié par Elon Musk ce dimanche et il est apparu à la place de l'oiseau bleu ce lundi.

En rachetant l'américain Imperva pour 3,4 milliards de dollars, le groupe de défense intègre le top 5 mondial. Changement de dimension dans la cybersécurité pour Thales. Cela, via l'acquisition d'Imperva, l'un des champions américains du secteur dont le nom résume la mission. Imperva est dérivé du latin «impervius», signifiant «impénétrable»...

Le groupe de défense et de hautes technologies a annoncé mardi, avoir trouvé un accord avec le fonds d'investissement Thoma Bravo pour lui racheter 100% du capital d'Imperva, pour 3,4 milliards de dollars (50% en cash et 50% via une émission obligataire). Une fois l'opération bouclée, début 2024, Thales deviendra un leader «de classe mondiale» de la cybersécurité, intégrant le top 5 international, avec 2,4 milliards de chiffre d'affaires, contre 1,5 milliard précédemment, et 8000 salariés, dont

5800 experts cyber. L'opération Ipanema, son nom de code, a été engagée il y a un an. «Tout a commencé par des discussions entre le management d'Imperva et celui de nos activités cyber civiles, portant sur des accords commerciaux croisés. L'idée s'est peu à peu imposée d'aller plus loin afin d'exploiter tout le potentiel d'un rapprochement amical de nos activités», raconte Patrice Caine, PDG de Thales, au Figaro. Pendant l'automne dernier, les discussions entrent dans une phase active, sous la supervision de Philippe Keryer, directeur de la stratégie de Thales. Le groupe français fait alors une offre qui est bien reçue par Thoma Bravo. Ce qui ouvre une phase de «due diligence» (vérifications des livres de comptes, NDLR) et de «coconstruction, avec le management d'Imperva, du plan de développement». «Thoma Bravo, qui n'envisageait pas la vente d'Imperva, achetée en 2019, avant 2024, a accepté, si nous tombions d'accord sur la valori-

sation, de réaliser une transaction de gré à gré», précise Patrice Caine. Dès lors, l'opération a été bouclée en moins de trois mois. Reste désormais à obtenir le feu vert des autorités de la concurrence ainsi que du Cifus, le Comité sur les investissements étrangers aux États-Unis. À cet égard, Thales, qui a été conseillé par Morgan Stanley et Centerview Partners, «n'anticipe pas de difficultés particulières». En particulier, un feu vert sous «proxy agreement», c'est-à-dire avec notamment l'obligation d'avoir des administrateurs américains choisis par Washington. «Thales est une société connue et respectée aux États-Unis, où nous avons depuis longtemps une société sous proxy, qui participe à des programmes de défense confidentiels», explique Patrice Caine. En outre, Imperva (500 millions de chiffre d'affaires et 1400 salariés) évolue uniquement sur le marché cyber civil. Le choix d'Imperva s'est imposé car c'est un actif «rare et de qua-

lité», sur un marché très fragmenté, évalué à 136 milliards en 2022 et 267 milliards en 2026 par Accenture et le Gartner Group. La société californienne, créée en 2002, dispose d'un potentiel de croissance à deux chiffres et d'une forte rentabilité (Ebit) d'environ 20%. Imperva apporte des activités complémentaires à celles de Thales, dans le domaine de la sécurité des applications sur le web (firewalls notamment), de solutions contre les dénis de service et les «bots» malveillants, ces programmes qui mènent des attaques. L'activité cyber civile de Thales est spécialisée dans les logiciels et le cryptage, les clés de chiffrement et les modules de sécurité. Imperva apporte ses centres d'ingénierie aux États-Unis (58% de ses ventes), au Canada, en Inde et en Israël et un portefeuille de 6000 grands clients dans 180 pays. Une complémentarité qui doit générer 110 millions de dollars de synergies récurrentes à partir de 2028.

SAMSUNG UNPACKED 2023

Comment suivre la présentation des Galaxy Z Flip 5 et Z Fold 5 ?



C'est le grand jour ! Samsung va présenter ses nouveaux smartphones pliants et probablement quelques autres surprises lors de son second événement Unpacked de 2023. On fait le point sur ce que l'on attend et comment suivre la conférence en direct. La présentation de Samsung a lieu aujourd'hui, mercredi 26 juillet 2023. Elle sera diffusée à partir de 13 h, heure française, dans cet article, grâce à l'intégration de la vidéo YouTube ci-dessus. La conférence devrait durer un peu plus d'une heure.

Comme le laisse entendre l'image et le sous-titre de la conférence « Rejoignez le côté pliant », Samsung devrait présenter les successeurs des Z Flip 4 et Z Fold 4, les bien nommés Galaxy Z Flip 5 et Galaxy Z Fold 5. Des premières images des produits ont fuité sur la toile.

L'une des nouveautés les plus importantes pourrait concerner l'intégration d'une nouvelle charnière pour que les smartphones pliants puissent se fermer complètement à plat. De son côté, le Samsung Galaxy Z Flip 5 est attendu avec un écran externe plus grand qui viendrait rivaliser avec celui du Motorola Razr 40 Ultra. Les rumeurs évoquent par ailleurs la pré-

sence de nouvelles tablettes haut de gamme chez Samsung : les Galaxy Tab S9, S9+ et S9 Ultra. Là encore, elles viendraient succéder à la série des Galaxy Tab S8. Au programme, plus de puissance avec probablement la dernière puce Qualcomm Snapdragon, et des écrans OLED sur l'ensemble de la gamme.

Les derniers leaks ont également dévoilé la présence des nouvelles montres connectées de la marque : les Galaxy Watch 6 et Watch 6 Classic. Cette dernière marquerait le retour de la couronne de navigation qui a fait le succès de la gamme.

Après un premier Galaxy Unpacked en début d'année marqué par la présentation des Galaxy S23, S23+ et S23 Ultra, Samsung compte sur son nouvel événement estival pour occuper le terrain et dynamiser les ventes en cette fin d'année.

À quelques semaines de la présentation des nouveaux iPhone, Samsung veut montrer les muscles et rappeler au monde qu'il reste le leader mondial de la téléphonie mobile, mais aussi des smartphones pliants. Évidemment, on vous donne rendez-vous aujourd'hui sur 01net pour tout savoir sur les produits annoncés par Samsung.

iOS 17 pourrait donner un coup de fouet aux jeux

En matière de jeu vidéo, les deux plateformes les plus importantes d'Apple — iOS et macOS — suivent deux chemins diamétralement opposés. L'iPhone, et dans une moindre mesure l'iPad, se sont imposés sur le marché du jeu mobile, contribuant à faire de ce segment le plus rentable dans l'industrie du jeu vidéo. En face, les Mac ont été délaissés par les joueurs comme par les éditeurs (à moins que ça ne soit l'inverse).

Apple manque cruellement de constance pour le jeu sur Mac, en adoptant des technologies un jour pour mieux les abandonner plus tard. C'est par exemple le cas des GPU externes qui ne sont plus compatibles avec les Mac dotés de puces Apple. Quant aux GPU intégrés aux puces M1 et M2, ils sont certes puissants, mais pour en tirer le meilleur profit les développeurs doivent travailler avec Metal, une API spécifique qui donne certes de bons résultats... mais c'est beaucoup d'efforts pour une base de clients relativement modeste.

Des traces du mode Jeu de macOS Sonoma dans iOS 17

À l'occasion de la WWDC qui s'est tenue début juin, Apple a toutefois voulu montrer patte blanche en dévoilant un nouveau « mode Jeu » pour macOS Sonoma. Une fois ce mode activé, les jeux ont la priorité sur tout le reste du système pour exploiter les capacités du processeur et du circuit graphique du Mac. Le CPU et le GPU sont dès lors moins sollicités par les tâches d'arrière-plan, puisqu'ils donnent la priorité aux jeux. Apple a également annoncé une réduction de la latence Bluetooth, ce qui devrait améliorer la réactivité des manettes.

Et ce mode Jeu pourrait ne pas se limiter à la future version de macOS. Le site 9to5Mac a fouillé dans le code de la quatrième bêta d'iOS 17 et d'iPadOS 17, mise en ligne cette nuit. Surprise : on y trouve des références au mode Jeu, en particulier des frameworks nécessaires à son bon fonctionnement. Apple n'a jamais annoncé que le nouveau mode serait disponible aussi sur iOS 17, mais il est possible que le constructeur veuille tester cette fonction et, pourquoi pas, la proposer avec la version finale du système d'exploitation (ou plus tard par le biais d'une mise à jour). Un tel mode pourrait en tout cas donner un coup de fouet aux jeux iOS et iPadOS.

Une baguette magique pour jouer aux jeux Windows sur Mac

Durant la WWDC, Apple a aussi dévoilé une nouvelle boîte à outils destinée aux développeurs, le Game Porting Toolkit. Pour résumer grossièrement, c'est un utilitaire qui convertit les instructions DirectX et d'autres API Windows sur macOS. En d'autres termes, l'outil permet de lancer des jeux Windows sur Mac, et même des gros ! Des titres récents comme Diablo IV peuvent ainsi fonctionner sur les ordinateurs d'Apple, avec tout de même de sérieuses réserves sur la qualité graphique et la fluidité.

X RAISONS DE SE RENOMMER

« X »

Pourquoi Elon Musk a choisi ce nom pour Twitter ?

Pourquoi Twitter s'appelle désormais X ? Dans une décision qui semblait une nouvelle fois hâtive, Elon Musk a peut-être réussi un coup marketing. Le changement de nom et de logo de Twitter pour « X » peut avoir l'air soudain, mais il arrive dans un moment qui pourrait être plus propice qu'il y paraît. Déjà parce que le réseau social se devait de faire parler de lui, après s'être fait voler la vedette par son nouveau rival signé Facebook et baptisé « Threads ». Ensuite parce qu'après plus de neuf mois à sa tête, Elon Musk se devait de lancer une bonne fois pour toutes son plan secret — celui de transformer le réseau social pour l'intégrer à un projet de super-app et faire de « X » le WeChat américain, doté en particulier de services financiers.

Tout cela aurait pu être différent si le nouveau nom n'avait pas été un « X », et que le nouveau logo n'avait pas été un caractère Unicode, en référence à un symbole mathématique, disponible sur tous les claviers et en aucun cas à la propriété d'Elon Musk ou de sa nouvelle société X Corp. Car oui, le « X » choisi a tout l'air d'une énorme erreur, mais il n'en est peut-être pas une. À contre-courant de tout conseil marketing rationnel, le propriétaire de Twitter, Tesla et SpaceX cherche à faire d'un nom propre, un nom commun.

★	SENTIR LA GRAISSE	ACTION DE REPLIER	ÉTALAS	EXACT	FILS DE TONNERRE	DÉPLACÉE	EXPOSA À L'AIR	NÉGATION	ELLE A LE TITRE
SÉRIEUSEMENT									
REJETÉE									
SOLIDE PORTEUR								NÉGOCE DE TISSU	
ME RENDRAI					GREFFA				
					PLAT EN ESPAGNE				
PORTION D'UN TOUT				PIED D'ENFANT					
				VOCIFÉRÉ					
BRILLERA						VIENT D'AVOIR			
						DIT BONJOUR			
BIEN SOLIDES							QUAI DE HALAGE		
							JUGE RELIGIEUX		
AVANT J.-C.			GIVRÉ						PARTIE CONVEXE
			POSSESSIF						
QUI PARLE DU NEZ									
MOI EN LATIN				RELATIF AUX SONS					
PRÉNOM MASCULIN					ROULES				

MOTS CROISÉS

GRILLE 1 HORIZONTALEMENT

1 Les mains baladeuses.2 Sortis.- Sur la table.3 Africaine.- Vieux picard.4 Pied de maraîcher.4 Mauvais fond.- Souvent bon.- Préparai l'escalope.5 Terre promise.6 Note.- Avec lui.- Ordre de départ.7 Incident.- Très fleur bleue.8 Pas gratuit (deux mots).- Préparai le canasson.9 Sel.- Note.10 Blocage.

VERTICALEMENT

1 Duc de Valmy.2 Qui va bien.- Oiseau.3 Dans le Gard.- Brin de paille.4 Période glaciaire...- A l'entrée de l'Espagne.- Difficile domaine.5 Entrée de service.- Type d'heure.- A doubler pour le E406.6 Protèges du bruit.- Grecque.7 Atome.- Article ailleurs.8 Donnent du mouvement.9 Conjonction.- Précède Paso.- 3 lettres du Titanic.10 Bisse.11 Partit.- Ville d'Israël.12 Matheux italien.- Cas d'astre.13 Ville allemande.- Jeune.14 Calcul de prix.

[illegible]

Les achats de l'Algérie pourraient grimper à 8,7 millions de tonnes

En 2023/2024, les importations de blé par l'Algérie sont escomptées à 8,7 millions de tonnes, soit près de 1,2 million de tonnes de plus qu'un an plus tôt.

D'après le Département américain de l'agriculture (USDA), ce bond des achats serait lié à une production qui devrait se contracter à 2,7 millions de tonnes soit près de 600 000 tonnes de moins que la saison précédente. En raison des conditions de sécheresse et de chaleur qui règnent dans les zones de culture non irriguées, le rendement par hectare est attendu à 1,3 tonne contre 1,5 tonne un an plus tôt. Le pays consomme en moyenne 11 millions de tonnes de blé par an, ce qui en fait le second consommateur de la denrée en Afrique du Nord derrière l'Égypte.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 27 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



FÊTE D'ACHOURA

La journée du vendredi chômée et payée

La journée du vendredi 10 Mouharram 1445 de l'Hégire correspondant au 28 juillet 2023, sera chômée et payée à l'occasion de la fête d'Achoura, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"À l'occasion de la Journée d'Achoura et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du vendredi 10 Mouharram 1445 de l'Hégire, correspondant au 28 juillet 2023, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué. Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

EN DIX ANS

La Terre a perdu 82 millions d'hectares de forêts dans des incendies

Si environ 82 millions d'hectares de zones forestières ont été détruits par des incendies au cours des dix dernières années, les catastrophes les plus importantes se sont produites en Australie, en Russie, au Canada et aux États-Unis.

Selon les données du site web "Global Forest Watch", qui compile des données sur les incendies de forêt dans le monde, 82 millions d'hectares de surface forestière ont brûlé dans le monde au cours des dix dernières années, tandis que la plus grande perte de surface forestière a été enregistrée en 2016

avec la destruction de 9,63 millions d'hectares.

Alors que les plus grands incendies de ces dix dernières années ont eu lieu dans des pays tels que l'Australie, la Russie, le Canada et les États-Unis, des interventions sont en cours au Canada, en Grèce, en Algérie et en Italie.

Dans les États australiens de Nouvelle-Galles du Sud (NSW), du Queensland, de Victoria et d'Australie-Méridionale, 479 personnes sont décédées à la suite d'incendies de forêt de grande ampleur qui ont débuté en septembre 2019 et ont duré environ

6 mois.

Selon le rapport publié par la Commission royale sur la réglementation nationale australienne en matière de catastrophes naturelles en 2020, plus de 24 millions d'hectares de terres ont été détruits lors de ces incendies, qui sont entrés dans l'histoire du pays sous le nom de « Black Summer », tandis que 3 500 maisons ont brûlé et que de nombreux animaux ont péri.

Ces incendies, qui ont duré environ 6 mois en Australie, sont entrés dans l'histoire comme les plus grands incendies de forêt des 10 dernières années dans le monde.

FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 5 quintaux de kif traité

Des tentatives d'introduction de 5,82 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 30 narcotrafiquants ont été arrêtés lors d'opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, entre le 19 et le 25 juillet en cours, indique mercredi un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des déta-

chements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 19 au 25 juillet 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays », des détachements combinés de l'ANP « ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à

travers les Régions militaires, 30 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 82 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, et saisi 2 kilogrammes de cocaïne et 127032 comprimés psychotropes », relève le communiqué.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et « grâce à l'exploitation de renseignements », des détachements de l'ANP « ont appréhendé 2 éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes, tandis qu'une bombe de confection artisanale a été découverte et détruite à Blida ».

Par ailleurs, A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezam et Illizi, des détachements de l'ANP « ont arrêté 172 individus et saisi 13 véhicules, 160 groupes électrogènes, 90 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite, alors que 7 autres individus ont été interceptés et 8 fusils de chasse, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 20 tonnes, outre 1531 unités de diverses boissons, ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ».

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'enjeu de l'emploi en Algérie est sans doute l'un des plus importants. Une démographie en croissance moyenne forte depuis 2008, une structure de la population dominée par les jeunes (une pyramide large en bas et au milieu et étroite au sommet), bien qu'elle commence à être plus grasse vers le haut par l'effet de l'amélioration continue de l'espérance de vie à la naissance (76,3 ans)...

Ainsi, bien que l'Algérie passe d'une situation de taux de natalité et de mortalité élevés à des taux bien plus faibles, cette transition démographique, s'accompagne d'une croissance de la population en âge de travailler plus rapide que celle des catégories dépendantes (populations âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans).

Tous ces facteurs impactent la demande d'emplois. Par ailleurs, les demandeurs d'emplois sont de plus en plus diplômés : près de 300 000 nouveaux diplômés universitaires sortent chaque année des universités et écoles supérieures et près de 80 000 diplômés de la formation professionnelle, sans compter les apprentis et les formations non diplômantes. Nous sommes passés par le plein emploi jusqu'au milieu des années 80 (le choc pétrolier de 1986 a fait remonter de chômage à 21%) à une crise de l'emploi depuis les programmes d'ajustement structurels au début des années 90. La deuxième transition est celle du passage de l'employeur public dominant (fonction publique et entreprises publiques) à l'employeur privé. Ce dernier se manifeste sous deux casquettes : emploi formel et emploi

informel, mais dont l'imbrication entre les deux est très forte.

Aujourd'hui, le chômage est devenu structurel et toutes les catégories de la société en souffrent (les jeunes, les diplômés, les moins jeunes, les adultes, les anciens actifs, les femmes, les ruraux...). Les dispositifs mis en place dans les années 90 et renforcés à partir de 2003 (ANSEJ, ANEM, CNAC, ...) et pour certains reconfigurés depuis 2020 (ANAD, ALGERIA VENTURE...) sont arrivés à leurs limites. C'est le cas aussi des dispositifs de l'ADS ou ANEM (Contrat de travail aidé, DIPJ, PEJ, PID et CID). L'allocation chômage qu'on peut qualifier d'allocation universelle, n'est pas une aide à l'emploi, mais considérée comme une subvention pour la recherche d'un emploi. Elle est aussi une aide permettant une insertion sociale des personnes en situation de précarité (1,9 millions de bénéficiaires en 2023). Tous ces dispositifs n'assurent pas un emploi décent et permanent, à part une petite partie de ceux qui se sont lancés dans l'entrepreneuriat (le taux de succès est généralement faible dans tous les pays du monde). Une évaluation de ces dispositifs s'impose aujourd'hui si l'on veut éviter une crise sociale sérieuse ; car le seul financement budgétaire de l'insertion des chômeurs est insoutenable ; il faut des emplois productifs. Ces dispositifs sont pratiqués un peu partout dans le monde et dont les évaluations par leurs promoteurs (agences de l'ONU principalement) ne sont pas toujours concluantes. Le cas exemplaire des dispositifs d'insertion des diplômés de l'université (PID, CID) qui vont mettre ces diplômés (souvent à Bac +5) en position d'activité dans une petite administration (APC, et services sociaux...) ou dans une petite

entreprise artisanale. Ces derniers souvent très qualifiés se retrouvent à effectuer des tâches très sous-qualifiées. Ce qui crée des frustrations et des sentiments d'injustice. Les emplois d'attente et ceux dits de transition ne sont utiles que si l'on met en place une politique publique de l'emploi innovante à la hauteur des enjeux qui donnera des emplois décents et permanents. Une politique de l'emploi doit être nécessairement articulée à une politique de développement laquelle est menée par la croissance. En attendant les fruits d'une telle démarche, qui suppose des investissements, de l'innovation et la qualité du capital humain, nous avons besoins d'emplois immédiats pour donner des revenus et de la dignité aux petites gens des petites villes et des campagnes qui font face à des situations difficiles induites par la sécheresse. Le bâtiment et les travaux publics absorbaient massivement ce genre de main d'œuvre ; aujourd'hui toutes les PME du BTPH sont, elles-mêmes en grande difficulté. En attendant, la relance des grands chantiers publics de BTPH, il serait indiqué de donner aux APC, des budgets pour créer des activités d'utilité publique, comme l'entretien des routes et l'ouverture des pistes, la réhabilitation du bâti urbain, la réparation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, administrations...). Ces activités, souvent à petits budgets et sans procédures lourdes, absorbent la main d'œuvre non qualifiée des villes et des campagnes. L'oisiveté, l'absence d'un revenu décent... l'absence de perspective pour les diplômés du supérieur, sont le lit de la violence, de la déviance, de l'immigration illégale et des pratiques informelles dans toutes leurs trajectoires.

L'emploi, un facteur d'inclusion sociale